

Découvrez notre ambassadrice du mois en page 2

Pour le bien commun
depuis 40 ans !

Geneviève Dubois
Mairesse de Nicolet

Disponible sur | gazettemauricie.com |  YouTube



Gratuit

MENSUEL 20 000 EXEMPLAIRES
MARS 2025 - VOLUME 40 - NUMÉRO 6
WWW.GAZETTEMAURICIE.COM

ENVIRONNEMENT

- Sylvie Machabée : une passion pour la biodiversité et les plantes indigènes
- Projet Mauricie : une promesse économique entre espoir et controverse



PAGES 4 ET 5

la gazette

DE LA MAURICIE et des environs

Média indépendant au service du bien commun

DOSSIER FEMMES

- **Professionnelle en matrimoine, conteuse, animatrice et réalisatrice**
- **Dans un centre commercial près de chez vous**
- **Les femmes ne sont pas toutes égales**
- **L'abandon des femmes les plus vulnérables**

PAGES 7 À 10



PHOTO : DOMINIC BÉRUBÉ

**Le financement public,
un pilier essentiel de la
préservation de la culture**

PAGE 15

**Guerre
tarifaire :
la fin de
l'intégration
nord-américaine ?**

PAGE 6



PHOTO : DOMINIC BÉRUBÉ

PHOTO : DOMINIC BÉRUBÉ

4 questions à notre ambassadrice : Geneviève Dubois, mairesse de Nicolet

Dans le cadre de son 40^e anniversaire, *La Gazette de la Mauricie et des environs* a la chance de compter sur des ambassadrices et ambassadeurs de différents horizons, des gens de renom qui sont des personnes significatives dans notre collectivité. Ces ambassadrices et ambassadeurs apprécient *La Gazette* et en parlent dans leur entourage. Découvrez ce mois-ci à quel point le collectif et l'actualité sont au cœur des préoccupations de Geneviève Dubois, la mairesse de Nicolet.

ISABELLE PADULA

DIRECTRICE GÉNÉRALE ET JOURNALISTE

Vous êtes mairesse de Nicolet, préfète de la MRC Nicolet-Yamaska et vous avez annoncé que vous brigueriez de nouveau la mairie de Nicolet, quelles sont les raisons de votre engagement en politique ?

Celles et ceux qui connaissent un peu mon parcours savent que je viens du milieu communautaire collectif. J'ai travaillé, entre autres, dans des organisations qui encouragent les femmes à retourner sur le marché du travail et dans des milieux non traditionnels, avec des OBNL et dans le milieu coopératif associatif. Alors la politique pour moi c'était un parcours naturel parce que je pense que c'est dans le collectif qu'il y a l'action, le courage, la capacité d'agir et la mobilisation donc où le collectif fait du sens. Et c'est ça aussi la politique : c'est de mettre les gens au cœur de notre action. Évidemment, j'ai un profond attachement pour la ville de Nicolet et c'est ce qui me donne envie de contribuer à transformer ma communauté. La transformer maintenant mais aussi pour les prochaines générations. Un des grands plaisirs à poursuivre c'est aussi de travailler en coconstruction avec les citoyens et citoyennes, avec nos organismes communautaires et avec nos partenaires.

Selon vous, les enjeux stratégiques menés par les femmes en politique sont-ils différents de ceux des hommes ?

Oui et non. Je pense que cela a changé dans les dernières années. Les hommes

traditionnellement portaient souvent les dossiers de développement économique et territorial tandis que les femmes avaient des préoccupations environnementales, de saine gouvernance et de développement social. Je vous dirais que maintenant avec les données qu'on a et l'information qui circule, je pense que tout le monde converge de plus en plus vers les mêmes enjeux. Nous avons toutes et tous une expertise à apporter. Et honnêtement, qu'on soit homme ou femme en politique municipale, c'est difficile pour tout le monde car il y a beaucoup de critiques sur nos façons de faire, sur la transparence, sur les décisions que nous prenons. Il reste cependant encore quelques doubles standards sur l'apparence physique. Je pense que les gens se permettent plus de commentaires encore sur les femmes et que certaines de nos décisions vont davantage questionner.

Comment arrivez-vous à conjuguer les enjeux sociaux et environnementaux de votre collectivité, entre autres, au développement immobilier et économique ?

En fait, nous n'avons plus le luxe de mettre en confrontation ces enjeux. Il faut trouver l'équilibre parce ce sont deux enjeux extrêmement importants qui ne peuvent plus aller l'un sans l'autre. Par exemple, on travaille avec les promoteurs pour faire des projets d'habitation de qualité de vie avec des aires de biodiversité, des espaces verts, des espaces partagés. Si jamais il y a des milieux humides, nos promoteurs doivent composer avec cela. Quand on accueille des promoteurs on travaille avec le milieu donc on est capables de concilier du développement et de la croissance dans le respect de l'environnement.

Pourquoi avez-vous accepté d'être ambassadrice de La Gazette de la Mauricie ?

J'ai découvert *La Gazette* quand j'étais directrice du Pôle d'économie sociale et j'ai travaillé en étroite collaboration avec votre média. Je suis une personne qui adore le collectif et qui y croit. Pour moi, c'est évident qu'un journal local et régional, qui n'appartient pas à un privé mais qui est un OBNL avec des gens qui y travaillent avec cœur, ça rejoint mes valeurs. Actuellement l'actualité est malmenée et nos journaux locaux aussi. Je trouve important que *La Gazette* soit là. Elle offre des points de vue qui sortent souvent de ce qu'on a l'habitude de lire. Des professionnel·les extrêmement crédibles y écrivent, des gens qui connaissent bien la réalité et qui sont capables de nous écrire cela avec finesse. J'invite les gens à lire *La Gazette* ! Et comme c'est une entreprise d'économie sociale et que souvent le collectif doit contribuer à la survie de nos entreprises collectives, c'est aussi pour cette raison que je considère important de la soutenir financièrement. 📺

Découvrez dans une entrevue exclusive avec notre ambassadrice, ses coups de cœur rédactionnels et à découvrir à Nicolet.

À visionner au
gazettemauricie.com
ou youtube.com/@gazettemauricie.



2 • LA GAZETTE DE LA MAURICIE

Voxgazette.com

CALENDRIER
des événements
de la Mauricie
et des environs

**CE MOIS-CI
EN VEDETTE :**



28 MARS 2025

**Information à l'intention
des personnes âgées**

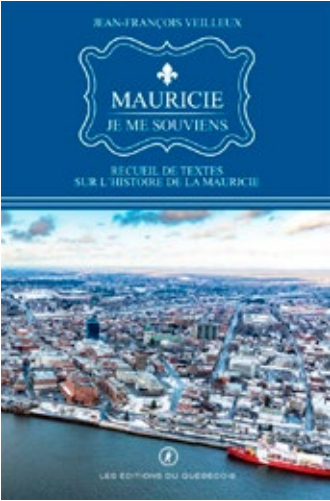
Conférencier :
Marc-Igor Dessources,
Agence du revenu du Canada
Lieu : restaurant Four à Bois,
329, rue Laviolette,
Trois-Rivières
Heure : 9h45 suivi du dîner
Tarif : 20 \$ (membre) / 25 \$
(non-membre)
Inscription : obligatoire
avant le 26 mars

11 AVRIL 2025

**Lancement du livre Mauricie,
je me souviens**

5 à 7 avec l'auteur !
Auteur :
Jean-François Veilleux,
historien
Lieu : SSJB, 3239,
rue Papineau, Trois-Rivières
Tarif : entrée gratuite !
Bienvenue à toutes et à tous !

Ce lancement de livre est
un événement organisé par
l'auteur en collaboration avec
Les Éditions du Québécois et
La Gazette de la Mauricie.



**Précommandez votre
exemplaire d'ici le 4 avril** et
bénéficiez d'un prix spécial
de 22,50 \$ pour
les lecteur-trices de
La Gazette. Livre en vente
à 25 \$ lors du 5 à 7.
Pour précommander
votre exemplaire :
gazettemauricie.com/lancement

PHOTO : DAVID LEBLANC

(Sur)vivre ensemble

Premier janvier 2025, une nouvelle année qui commence. Espoir, inquiétude, quel avenir pour nous ? Pour la démocratie, pour l'humanité, le vivre-ensemble ? À commencer par cette femme qui accouche dans la neige, sur un trottoir au centre-ville de Trois-Rivières. Comment a-t-on pu en arriver là ? L'itinérance crée déjà une fracture sociale : d'un côté, celles et ceux qui traînent leur vie dans un panier d'épicerie et de l'autre, nous, qui les contournons en sortant de cette même épicerie, ou qui leur donnons quelques pièces de monnaie et un regard qu'on souhaite humain. Ajoutez à la situation de cette itinérante le fait d'être une femme, donc probablement plus vulnérable physiquement. On se dit qu'il y a des ressources, mais encore faut-il que le lien se fasse entre les ressources et les femmes qui en ont besoin. Pour cela, les femmes doivent accepter de demander de l'aide. Pour cela il faut qu'elles y voient une issue, une possibilité de mieux-être. Combien de femmes restent dans un milieu violent, justement pour ne pas se retrouver à la rue ?

TABLE ÉDITORIALE

lagazette
de la Mauricie et des environs

Conséquence de la pandémie, le déplacement de populations vers les régions, dont Trois-Rivières, a provoqué des hausses de loyers et la baisse de disponibilité de logements, celle-ci étant accentuée par la lenteur des programmes de réalisation de logements sociaux. D'où l'itinérance galopante.

Le manque de logements accessibles est aussi une conséquence de la spéculation immobilière, ce qui n'arriverait pas si le logement était exclu du libre marché. Des gens ont commencé à mettre la main sur des immeubles locatifs pas chers, y ont augmenté les loyers qui, c'est vrai, étaient assez bas parce que les constructions sont anciennes et les locataires fidèles. Hausses considérables de loyers, évictions, intimidation, menaces, ou, au contraire, offres alléchantes qu'une personne en situation de précarité refusera difficilement, avec pour conséquence, une fois l'argent dépensé, le risque d'itinérance. Des reprises-expulsions pas toujours justifiées et la popularité des Airbnb ont aussi influencé cette accélération de l'itinérance.

C'est fou de constater qu'un homme lance une phrase qui ressemble à une menace, et tout le pays se mobilise pour contrer d'éventuels tarifs. Alors qu'une femme met au monde un enfant dans la rue, en hiver, et qu'arrive-t-il ? On en parle dans les médias, c'est tout. La faute à qui ? Que faire ? Et combien de morts dans des incendies de squats ou sous un banc de parc ? Pourtant des bâtisses sont inoccupées, placardées. N'y aurait-il pas moyen de les récupérer ou d'obliger les propriétaires à les remettre en état pour qu'ils soient salubres et sécuritaires pour en faire un nouveau modèle de logement social ?

Ou encore des mini-maisons ? À Halifax, le milieu s'est mis en action, avec un partena-

riat entre la province, la municipalité régionale d'Halifax, Centraide Halifax, The Shaw Group et Dexter Construction. La Ville a fait don du terrain tandis que Centraide Halifax est propriétaire des unités et coordonnera la gestion immobilière nécessaire. L'automne dernier, la Nouvelle-Écosse a investi 9,4 millions de dollars dans la construction de ces mini-maisons et elle consacrera 935 000 \$ par an aux coûts de fonctionnement. C'est beaucoup, mais la situation requiert un rattrapage après plusieurs années à ne pas entendre les alertes lancées par plusieurs intervenant-es terrain.

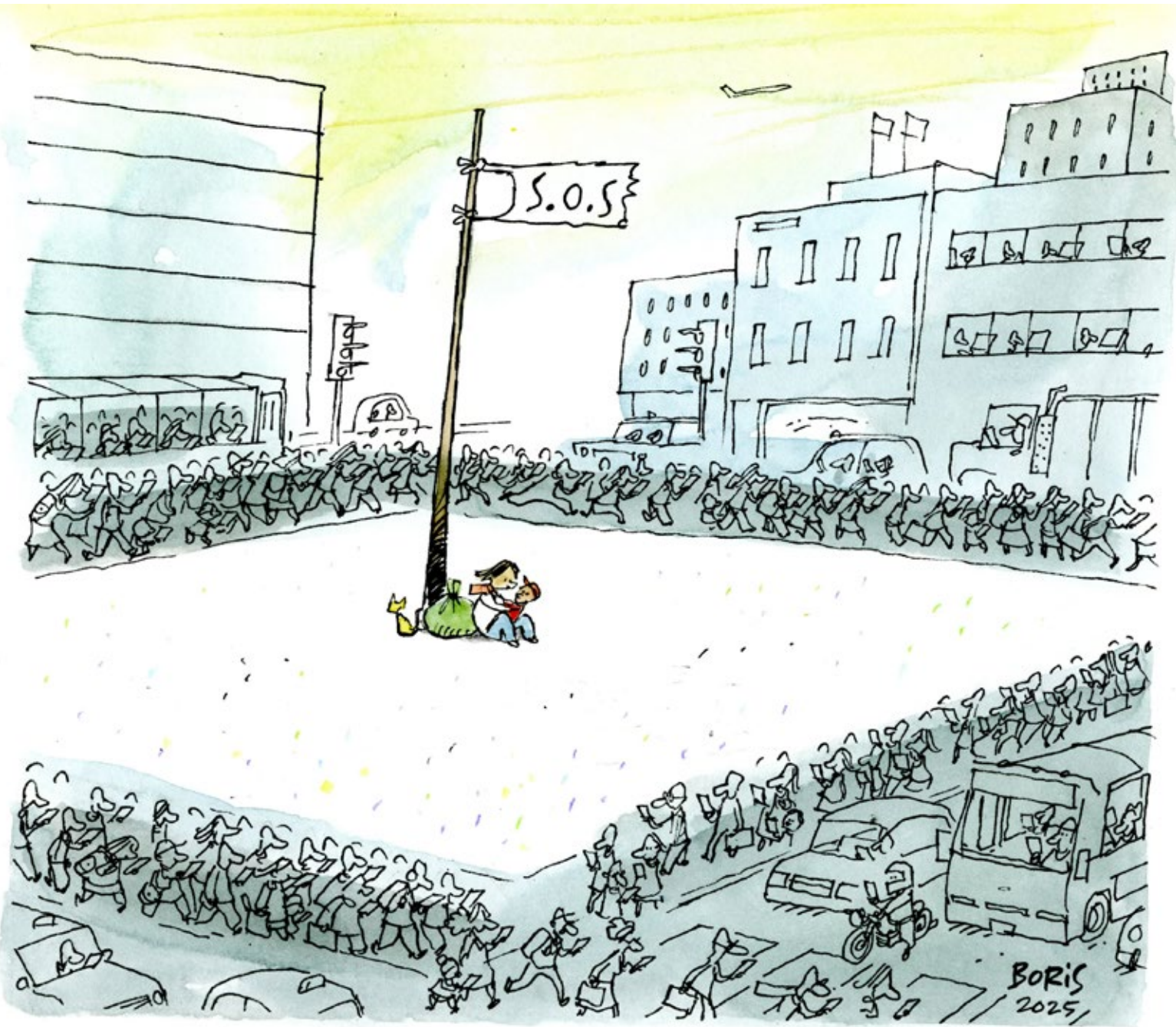
Une autre réalisation impressionnante, la construction de 179 logements pour étudiantes à Trois-Rivières : il s'est écoulé moins d'un an entre l'annonce et l'inauguration. Encore là, une belle collaboration entre plusieurs partenaires : gouvernements fédéral, provincial et municipal, Fonds de solidarité FTQ, AGÉ UQTR, Association des groupes de ressources techniques du Québec. Ça demande une personne pour porter le projet et une volonté politique de s'attaquer à un problème criant. Peu importe le modèle, mini-maisons, maisons de chambres, multiplex, il est urgent d'agir.

Au moment où l'équilibre mondial est ébranlé, on doit se tenir au plus près des nôtres et agir pour réduire les inégalités dans la mesure de nos compétences et en unissant nos forces. Un autre 8 mars – Journée internationale des droits des femmes, dont le thème est cette année Encore en lutte – où nous évaluerons les progrès réalisés mais où l'inquiétude sera palpable à une époque qui semble échapper à la raison, où un homme joue à contrôler le monde selon ses caprices qui varient d'un jour à l'autre. L'année 2025 sera également partout dans le monde celle de la Marche mondiale des femmes

pour lutter contre la violence et la pauvreté. Et puisque les grands changements de société se sont toujours faits à partir de la base citoyenne, soyons plus uni-es que jamais pour résister à un effondrement de la démocratie, essentielle au respect du vivre-ensemble et du bien commun. Solidarité, plus que jamais. 9

SOURCES DISPONIBLES
au.gazettemauricie.com

BORIS



lagazette
de la Mauricie

942, rue Ste-Geneviève, Trois-Rivières QC G9A 3X6
Courriel : info@gazettemauricie.com
Téléphone : 819 841-4135
ISSN : 1717-2179

DISTRIBUTION CERTIFIÉE

La Gazette de la Mauricie est publiée par une corporation sans but lucratif soucieuse de produire une information de qualité faisant la promotion du développement intégral des personnes et de leurs collectivités. La Gazette de la Mauricie n'est reliée à aucun groupe ou parti politique. La Gazette de la Mauricie reconnaît le soutien que lui offre le ministère de la Culture et des Communications du Québec grâce à son programme de soutien aux médias communautaires.

Directrice générale et journaliste : Isabelle Padula
Journaliste multiplateforme : David Leblanc
Journaliste : Anne-Sofie Bathalon
Révisseurs : Lise Bergeron, Mireille Pilotto, Diane Vermette
Correcteur d'épreuves : Jean Bernard
Conception graphique et infographie : Martin Rinfret
Table éditoriale : Sandra Baron, Anne-Sofie Bathalon, Jules Bergeron, Jean Bernard, Alain Dumas, Virginie Fréchette, René Gélinas, Renaud Gignac, Louis-Serge Gill, Isabelle Padula, Diane Vermette.

Abonnez-vous à notre infolettre !




gazettemauricie.com

Suivez-nous sur nos médias sociaux!

AMÉCQ
ASSOCIATION DES MÉDIAS ÉCRITS
COMMUNAUTAIRES DU QUÉBEC

Canada

Québec

Sylvie Macchabée : une passion pour la biodiversité et les plantes indigènes

Depuis plus de 25 ans, Sylvie Macchabée est à la tête de la Pépinière Les Vivaces de l'Isle, à Bécancour. Fondatrice et propriétaire, elle a su transformer sa passion pour la nature en un véritable projet de vie. Elle offre également des conférences gratuites afin de partager ses connaissances. *La Gazette* s'est entretenue avec elle afin de retracer son parcours de vie.

ANNE-SOFIE BATHALON

JOURNALISTE

UNE AMOUREUSE DE LA NATURE DEPUIS TOUJOURS

« D'aussi loin que je me souviens, j'ai toujours observé la nature qui m'entoure, confie-t-elle. Comme tout le monde, j'aimais jouer avec les grenouilles, mais ce qui me fascinait le plus, c'était de comprendre ce qui se passait autour de moi. » Une fascination qui l'habite encore aujourd'hui, alors qu'elle conserve précieusement une collection de photos d'insectes qu'elle identifie et classe selon leur rôle dans l'écosystème.

D'UNE CARRIÈRE EN CÉRAMIQUE À LA BIOLOGIE

Avant de se consacrer aux plantes et aux insectes, Sylvie Macchabée exerçait un métier bien différent : elle était céramiste. Elle possédait son propre atelier, où elle créait ses œuvres. Mais un événement marquant a changé le cours de sa carrière.

« Il y eu des grosses inondations et mon atelier a été presque entièrement détruit », raconte-t-elle. Plutôt que de céder au découragement, elle saisit cette épreuve comme une occasion de se réinventer. Elle retourne alors aux études et entreprend une formation en biologie, qui la mènera quelques années plus tard à l'obtention d'un doctorat.

C'est au fil de son apprentissage qu'elle prend pleinement conscience des impacts humains sur les écosystèmes. « Quand j'étais jeune, il fallait souvent nettoyer le pare-brise de la voiture parce qu'il était couvert d'insectes. Aujourd'hui, il ne reste presque que juste les maringouins ! », s'exclame-t-elle en riant, pour déplorer la disparition progressive des insectes et des pollinisateurs.

LES PLANTES INDIGÈNES : UNE MISSION ENVIRONNEMENTALE

Durant son stage au Jardin botanique de Montréal, Sylvie Macchabée découvre l'importance des plantes indigènes. Ces espèces, naturellement adaptées aux conditions locales, jouent un rôle essentiel dans le maintien de la biodiversité et de la santé des écosystèmes. Contrairement aux plantes envahissantes, qui perturbent l'équilibre écologique, elles fournissent nourriture et habitat aux insectes et aux animaux de la région.



PHOTO : ANNE-SOFIE BATHALON

Sylvie Macchabée ne se contente pas de cultiver et de vendre des plantes ; elle rédige plusieurs feuillets explicatifs sur les pollinisateurs, les insectes et les végétaux, contribuant ainsi activement à la sensibilisation du public.

Forte de cette nouvelle expertise, elle décide alors de se lancer dans l'entrepreneuriat et fonde, avec un partenaire qui a depuis quitté l'entreprise, Les Vivaces de l'Isle, une pépinière spécialisée dans la vente de plantes et de semences indigènes.

« Il y a 25 ans, quand on a lancé la pépinière, il y avait peu ou très peu d'espèces indigènes dans les pépinières, explique-t-elle. Notre but était donc de créer une offre [rire] et d'éduquer les gens sur leur importance et les enjeux environnementaux. »

S'ENGAGER POUR SENSIBILISER LA POPULATION

En plus de gérer la pépinière, Sylvie Macchabée s'implique activement dans la sensibilisation du public. Elle offre

des conférences gratuites sur la biodiversité, les insectes pollinisateurs et l'importance des plantes indigènes. Son objectif est de partager ses connaissances pour encourager les gens à mieux comprendre et protéger leur environnement.

Elle participe également à divers projets environnementaux, notamment à Fauche tardive de l'OBNL Embellissement Bécancour. Cette initiative vise à retarder la tonte des espaces verts afin de favoriser la survie des pollinisateurs et la régénération des plantes indigènes, un enjeu crucial pour la biodiversité locale.

PARTAGER SON SAVOIR POUR MIEUX PROTÉGER LA NATURE

Au fil des années, Sylvie Macchabée ne se contente pas de cultiver et de vendre

des plantes. Elle rédige plusieurs feuillets explicatifs sur les pollinisateurs, les insectes et les végétaux, contribuant ainsi activement à la sensibilisation du public dont le lien est disponible dans la version web de cet article.

Grâce à son engagement et à son travail, elle a réussi à faire de la Pépinière Les Vivaces de l'Isle bien plus qu'un simple commerce : un lieu de transmission des connaissances et de préservation de la biodiversité. 🌱

SOURCES DISPONIBLES
au.gazettemauricie.com

CHRONIQUE ENGAGÉE

Déclarez votre amour à notre Terre précieuse !

La coalition citoyenne pour l'environnement Terre précieuse poursuit ses efforts pour conserver les milieux humides touchés par l'agrandissement projeté du Carrefour 40-55. Quelle est la menace pour ces milieux humides ?

JOHANNE ROCHELEAU

MEMBRE DU COMITÉ DE COORDINATION DE TERRE PRÉCIEUSE



La Ville de Trois-Rivières prétend qu'il n'y a plus de place pour installer des entreprises dans les parcs industriels

existants. Elle affirme que les retombées économiques de la transformation des milieux humides du Carrefour 40-55 seraient importantes. Elle s'apprête à détruire près du tiers de leur superficie. Cependant, les documents et études sur lesquels s'appuie la Ville présentent plusieurs lacunes qui ont été relevées par le vérificateur général de la Ville dans son rapport amendé de 2022.

On a discuté dans des articles de numéros précédents de la composition et des services que nous rendent les milieux humides du Carrefour 40-55. La construction dans ces milieux présente plusieurs inconvénients en raison de leur sensibilité écologique. C'est une bien mauvaise idée d'y construire quoi que ce soit.

La construction dans les milieux humides perturbe ces écosystèmes, amène la perte d'habitats naturels et divise les espèces végétales et animales.

La destruction des milieux humides expose les bâtiments au risque élevé d'inondations, ce qui peut entraîner des pertes matérielles importantes et des risques pour la sécurité des personnes qui y travaillent.

Dossier Projet Mauricie : une promesse économique entre espoir et controverse

À Shawinigan, en novembre 2023, la compagnie belge TESCanada H2 inc. (TES Canada) présentait son projet d'éoliennes, le Projet Mauricie. Selon l'entreprise, ce projet pourrait avoir des répercussions bénéfiques sur l'économie locale en plus de contribuer à la décarbonation du Québec grâce à la production d'hydrogène vert et de e-gaz renouvelable. Toutefois, des spécialistes soulèvent des doutes quant à sa rentabilité pour l'économie québécoise et un regroupement citoyen souhaite freiner ce projet en dénonçant le manque de transparence des parties concernées et l'absence de fondements scientifiques solides.

ANNE-SOFIE BATHALON
JOURNALISTE

Dans une série d'articles, dont le premier est publié ce mois-ci, nous nous penchons sur le Projet Mauricie proposé par TES Canada. Cet article vise à mettre en lumière les enjeux socio-économiques de ce projet d'envergure. Les prochains mois, nous examinerons les impacts environnementaux et humains ainsi que les projets de loi 69, *Loi assurant la gouvernance responsable des ressources énergétiques et modifiant diverses dispositions législatives*, et 81, *Loi modifiant diverses dispositions en matière d'environnement*, déposés respectivement par l'ancien ministre Pierre Fitzgibbon et le ministre de l'Environnement Benoit Charette.

LA NATURE DU PROJET
L'objectif de ce projet est d'implanter une usine de production d'hydrogène vert. Pour parvenir à combler ses besoins énergétiques, on prévoit également la construction d'un « parc d'autoproduction d'énergie renouvelable ». Dans ce parc, l'entreprise prévoit construire près de 130 éoliennes combinées à des panneaux solaires. Les estimations actuelles de l'entreprise indiquent que chaque éolienne pourrait avoir une hauteur de tour d'environ 120 mètres, avec des pales d'une longueur d'environ 80 mètres, ce qui porterait la hauteur totale à environ 200 mètres. Selon certaines sources, ces éoliennes pourraient plutôt atteindre jusqu'à 210 mètres de hauteur. Cependant, TES Canada affirme que le choix des éoliennes n'est pas encore définitif et pourrait évoluer en fonction des choix technologiques et des consultations en cours.

Ce parc énergétique pourrait concerner une douzaine de municipalités dans les MRC de Mékinac et des Chenaux : Hérouxville, Saint-Tite, Grandes-Piles, Saint-Séverin, Sainte-Thècle, Saint-Adelphe, Saint-Stanislas, Saint-Narcisse, Saint-Maurice, Saint-Luc-de-Vincennes, Sainte-Geneviève-de-Batiscan et Saint-Prosper-de-Champlain. La construction est prévue pour 2026, avec une mise en production attendue en 2028.

DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES SUBSTANTIELLES
Dans l'avis de projet, l'entreprise estime qu'à elle seule la phase de construction

pourra générer près de 1 000 emplois. Une fois la production enclenchée, ce seront près de 200 emplois permanents qui seront créés. Selon la firme Mallette, qui a réalisé une étude d'impact dont le rapport final a été déposé en octobre 2024, le projet devrait créer environ 3 750 emplois durant la phase de construction, qui s'étendra sur 36 mois, et une fois le projet opérationnel, environ 200 emplois seraient maintenus, principalement dans l'entretien des éoliennes et la gestion de la production d'hydrogène vert, à un salaire annuel moyen estimé à 88 810 \$. De plus, 359 emplois indirects pourraient être créés ou soutenus, pour un total de 559 emplois.

Ce rapport prévoit également des retombées économiques importantes pour la région et le Québec. L'investissement total du projet est estimé à 4 milliards de dollars, avec des retombées économiques globales de 5,6 milliards de dollars sur 23 ans. Le projet devrait également générer des revenus fiscaux de 534 millions de dollars pour le Québec et de 194 millions de dollars pour le Canada. De plus, 73 % des biens et services utilisés proviendraient du Qué-

bec, ce qui favoriserait les entreprises locales.

DES LIMITES SOULEVÉES
Toutefois, des questions subsistent quant à la rentabilité du projet. Dans son rapport, la firme Mallette indique que « toutes les données et informations financières essentielles à la réalisation du mandat ont été fournies par l'équipe de TES Canada et les parties prenantes consultées lors du mandat. Mallette n'a pas procédé à un audit de ces informations selon les normes canadiennes d'audit. » En d'autres termes, cela signifie que Mallette s'est fiée aux informations fournies sans les vérifier de manière approfondie ou indépendante, et qu'il n'y a pas eu d'examen rigoureux des données financières selon les standards d'audit généralement reconnus.

Johanne Whitmore, chercheuse principale à la Chaire de gestion du secteur de l'énergie de HEC Montréal, et Paul Martin, ingénieur chimiste et cofondateur de Hydrogen Science Coalition, ont publié en avril 2024 une étude de cas sur TES Canada. Dans une lettre ouverte, publiée en janvier 2024 dans *La Presse*,

ils appellent à plus de transparence de la part de l'entreprise. Ils soulignent notamment que le coût de production du e-gaz (90 \$/GJ) serait nettement plus élevé que celui du gaz naturel (de 3 à 7 \$/GJ) ou du gaz naturel (de 20 à 25 \$/GJ), soulevant des doutes sur la compétitivité du projet, qui pourrait chercher des marchés extérieurs plutôt que de bénéficier directement aux Québécois et Québécoises.

En somme, le Projet Mauricie représente une initiative d'envergure aux implications économiques majeures. Alors que TES Canada met de l'avant ses retombées positives, des spécialistes et des citoyens et citoyennes restent sceptiques quant à la viabilité du projet et exigent plus de transparence. Le débat se poursuit et l'adoption prochaine des projets de loi 69 et 81 pourrait venir modifier la gouvernance des ressources énergétiques et les exigences environnementales. 📰

SOURCES DISPONIBLES
[au gazettemauricie.com](https://www.gazettemauricie.com)



PHOTO : DOMINIC BÉRUBÉ

Dans le cadre du Projet Mauricie, la construction d'un parc d'autoproduction d'énergie renouvelable est prévu dans lequel on retrouverait près de 130 éoliennes pouvant atteindre jusqu'à 210 mètres de hauteur.

DÉCLAREZ VOTRE AMOUR À NOTRE TERRE PRÉCIEUSE ! (SUITE)

Les déversements de produits chimiques et de polluants qui viennent des activités industrielles peuvent influencer sur la qualité de l'eau et la santé des écosystèmes aquatiques. L'eau contaminée peut avoir des effets négatifs sur la santé humaine.

Terre précieuse propose de récupérer et de revitaliser des espaces dans les parcs industriels existants qui sont partiellement occupés, ou peu denses. Il serait préférable de réaménager plutôt que de remblayer les milieux humides du Carrefour 40-55. Un modèle révisé de ces

parcs devrait inclure le partage des espaces et des services, tels que les entrepôts, les stationnements, les services de manutention et de transport, etc., ce qui permettrait des économies importantes en plus de protéger l'environnement.

ENSEMBLE, PROTÉGEONS LES MILIEUX HUMIDES !
Terre précieuse tient une campagne de financement qui se terminera le Jour de la Terre (le 22 avril). Terre précieuse s'engage dans le projet d'une étude indépendante avec Terra Huma-

na Solutions, dont l'expertise scientifique et la rigueur permettront de délimiter ces zones humides, d'identifier les espèces menacées ou vulnérables et de caractériser les espèces animales et végétales. Le but est de démontrer leur importance écologique et d'amener les instances politiques à reconsidérer leurs décisions concernant ces zones sensibles. 📰
terreprecieuse.org/donner



PHOTO : TERRE PRÉCIEUSE

Guerre tarifaire : la fin de l'intégration nord-américaine ?

Depuis son entrée en fonction, Trump blâme le Canada d'être responsable du déficit commercial américain. D'où sa décision d'imposer des tarifs douaniers de 25 % sur les importations canadiennes, en plus d'un tarif additionnel de 25 % sur l'acier et l'aluminium. C'est le même Trump qui, dans son premier mandat (2016-2020), avait imposé la renégociation de l'ALENA (1994), qu'il qualifiait du « pire accord commercial de l'histoire », lequel a alors été remplacé par l'ACEUM (2020). Or, en dépit de ce nouvel accord, le déficit commercial des États-Unis avec le Canada n'a cessé d'augmenter depuis 2020, à un rythme quatre fois plus élevé qu'au cours de la période antérieure (2013-2019), pour atteindre 221 milliards de dollars canadiens en 2023.



ALAIN DUMAS
ÉCONOMISTE

LES RELATIONS COMMERCIALES CANADA - ÉTATS-UNIS

Lors de sa conférence de presse du 7 janvier, le président est allé jusqu'à contester tout intérêt à importer du Canada, affirmant que « les États-Unis n'avaient besoin de rien de ce qui provient du Canada ». Pourtant, les faits contredisent cette affirmation.

Les États-Unis sont de loin le principal partenaire commercial du Canada, étant donné que le Canada représente 63 % de leur commerce international. Leurs échanges sont évalués à 968 milliards de dollars canadiens, et les importations du Canada, qui se chiffrent

à 440 milliards de dollars, en font, de tous les pays du monde, le plus grand acheteur des États-Unis.

La part du Canada dans le déficit commercial des États-Unis dans le monde est aussi très faible : elle représente à peine 5 % du déficit global des États-Unis. Et c'est sans compter l'important surplus des États-Unis avec le Canada dans le commerce des services (les services numériques, de streaming, de données, etc.), lequel compense largement le déficit américain dans le commerce des produits.

Notons enfin que le creusement du déficit commercial des États-Unis s'explique dans une large mesure par leurs besoins grandissants en gaz et en pétrole canadiens. Au cours des 10 dernières années, les exportations canadiennes d'hydrocarbures aux États-Unis sont passées de 109 milliards à 166 milliards de dollars canadiens. Sans les exportations cana-

diennes d'énergie, le déficit commercial des États-Unis avec le Canada ne serait que de 55 milliards de dollars canadiens, soit quatre fois moins que le déficit global de 221 milliards.

DES CHAÎNES DE VALEUR IMBRIQUÉES

Ces faits contredisent les propos du président Trump, qui montrent une mauvaise compréhension de l'intégration accrue des économies canadienne et américaine, caractérisée par l'interconnexion des étapes de fabrication d'un même produit des deux côtés de la frontière.

En effet, un examen attentif des exportations canadiennes vers les États-Unis montre que 76 % des produits canadiens qui traversent la frontière sont des composantes qui entrent dans la fabrication de produits de consommation américains. Dans le secteur de l'automobile, par exemple, la moitié des pièces d'un véhicule construit au Cana-

da et exporté aux États-Unis sont produites aux États-Unis. C'est pourquoi l'imbrication accrue des chaînes de valeur fausse l'interprétation du déficit commercial américain. Et c'est sans compter bon nombre de transactions des multinationales américaines qui sont enregistrées dans des paradis fiscaux, et donc non comptabilisés dans la balance commerciale américaine.

L'IMPACT DES TARIFS DOUANIERS

Si ce portrait illustre la complémentarité des deux économies, il montre aussi que des tarifs douaniers viendraient perturber, voire déconstruire les chaînes de valeur nord-américaines. Cette guerre commerciale aurait donc des répercussions négatives sur notre économie.

Selon une étude de Desjardins, étant donné que les secteurs qui seraient les plus touchés par les tarifs américains représentent le quart du PIB québécois et 4 % de la main-d'œuvre, la guerre commerciale provoquerait une récession au Québec, avec la perte de 100 000 emplois qui ferait monter le taux de chômage de 5,6 % à 7 %. Du côté de l'inflation, la plupart des études prévoient que son taux pourrait doubler, ce qui plongerait l'économie canadienne dans une crise de stagflation, c'est-à-dire la hausse combinée du chômage et de l'inflation, le combo parfait pour une baisse du niveau de vie.

UN COUP D'ÉPÉE DANS L'EAU

Pour conclure, les tarifs douaniers pourraient s'avérer un coup d'épée dans l'eau pour au moins deux raisons. Étant donné que le dollar canadien est déjà faible et en baisse depuis quelques mois, les produits canadiens sont encore moins chers aux États-Unis, ce qui stimule nos exportations. D'autre part, comme les États-Unis ne disposent pas de capacités énergétiques suffisantes, ni de capacités de production dans l'acier et l'aluminium, les tarifs douaniers ne régleront en rien leur déficit commercial. À titre d'illustration, il faudrait construire 10 immenses barrages hydro-électriques aux États-Unis pour produire l'aluminium exporté par le Canada. Les tarifs américains risquent donc d'être un coup d'épée dans l'eau. 

SOURCES DISPONIBLES
au.gazettemauricie.com



PHOTO : ISABELLE PADUA

Les États-Unis sont de loin le principal partenaire commercial du Canada, étant donné que le Canada représente 63 % de leur commerce international et leurs échanges sont évalués à 968 milliards de dollars canadiens.

**DESTRUCTION
DE DOCUMENTS
CONFIDENTIELS.
SERVICE AU COMPTOIR
DISPONIBLE.
INFORMEZ-VOUS!**



On s'en occupe.

2390, rue Louis-Allyson
Trois-Rivières

819 693-6463
www.groupercm.com

**René
Villemure**

Député fédéral de Trois-Rivières

(819) 371-5901

Rene.Villemure@parl.gc.ca

1634 rue Notre-Dame Centre
Trois-Rivières, Québec
G9A 6B2



Valérie Deschamps : professionnelle en matrimoine, conteuse, animatrice et réalisatrice



Valérie Deschamps est une femme qui marque de son empreinte le paysage culturel québécois. Si on fait une recherche sur elle, on découvre une artiste engagée, passionnée par l’histoire, les récits, et surtout par les personnes extraordinaires qui peuplent nos vies, souvent dans l’ombre. Elle a ce talent rare de donner une voix à celles et ceux qu’on oublie trop facilement, tout en les mettant en lumière avec respect et authenticité.

DAVID LEBLANC

JOURNALISTE MULTIPLATFORME

Pour la parution de ce mois-ci, j’ai été à la rencontre de cette vieille amie, celle qui va au-delà des mots pour toucher l’humain. Et c’est sur la 138, à notre point de rendez-vous habituel, que je me rends pour tenter de recréer cette ambiance unique. Valérie est là, fidèle à elle-même, avec son sourire et son énergie contagieuse. On s’installe tranquillement avec nos cafés, nos empreintes digitales encore fraîches sur les tasses, et on plonge dans la conversation.

On se connaît depuis un bon moment déjà, notamment grâce à nos collaborations à La Gazette de la Mauricie. Justement, il y a un projet en particulier qui a marqué le début de ta carrière. Est-ce que tu pourrais m’en parler un peu ?

En fait, tout a pas mal commencé avec toi, David, et avec *La Gazette*. *Racines mauriciennes* était un projet où on allait à la rencontre de Monsieur et Madame Tout-le-monde, dans l’objectif de recueillir l’histoire des gens qui ont façonné la Mauricie. On ne voulait pas parler de politique, ni d’économie, ni des grandes industries ou des grands personnages sportifs. Ce qu’on voulait, c’était rester terre à terre et s’intéresser aux gens qui forment la Mauricie. Parce que souvent, ce qu’on oublie, c’est que sans la population, il n’y a pas de collectivité, pas de communauté. Sans ces gens-là, il n’y a rien, finalement.

C’était un peu ça, le projet : aller sur le terrain, poser des questions simples, presque banales, comme dans une conversation, pour *La Gazette*. Je commençais d’ailleurs chacune des entrevues en disant : « On va juste jaser. » Et c’était exactement ça, l’objectif. Je pense que ça a eu son effet, parce qu’on a recueilli plusieurs confidences et abordé des sujets qui n’avaient jamais été discutés auparavant. Au final, ce qui nous intéressait, c’était l’humain, la personne. Ce n’était pas nécessairement les réalisations des gens, mais plutôt le pourquoi de ces réalisations, ce qui se cache dans leur personnalité. Et c’est là qu’on a découvert des petites perles, des récits uniques qu’on a eu la chance de partager. *Racines mauriciennes*, ça a vraiment marqué le début de ma carrière. Ce projet est plus qu’important dans ce que je fais aujourd’hui.

Si on parle de ta carrière, après la création de ce projet-là, ça a ressemblé à quoi, ton parcours professionnel ?

Au départ, quand je me présentais, je parlais de patrimoine et de mémoriel. J’ai commencé par faire plusieurs vidéos, et des balados en utilisant ma formation d’animatrice radio, et ça m’a permis de m’exprimer dans ces domaines.

Avec le temps, j’ai réalisé que j’avais envie de me spécialiser davantage, particulièrement sur la question des femmes, qui sont souvent oubliées et même mises de côté. Au fil de mon parcours, je suis passée de « professionnelle en patrimoine mémoriel » à « professionnelle en matrimoine mémoriel », puis simplement en

« matrimoine ». Cette évolution m’a ouvert les yeux : ce ne sont pas seulement Monsieur et Madame Tout-le-monde qui sont effacés de l’histoire, il y a aussi des groupes entiers encore plus marginalisés, comme les femmes, les communautés culturelles et les Autochtones.

J’ai choisi de me concentrer sur le matrimoine, parce qu’ayant travaillé dans le patrimoine, j’ai pu constater à quel point on met souvent des obstacles aux femmes. J’ai même siégé à un comité de toponymie où je proposais de féminiser davantage les noms de lieux. Au lieu de m’appuyer, on m’a dit : « Bonne chance. » C’est des hommes qui disaient ça, et leur attitude montrait clairement que la parole des femmes était moins écoutée.

En plus, dans les domaines où je travaille, comme la réalisation de contenu ou l’animation historique, il y a très peu de femmes. Quand je représente des femmes de l’histoire, je vois l’impact que ça peut avoir. Par exemple, un jour je portais une robe d’époque pour une animation sur la Nouvelle-France, et une petite fille de cinq ans est venue me voir et m’a simplement demandé : « Wow, es-tu une princesse ? » Ce moment m’a profondément touchée, parce qu’il reflète l’importance de donner des modèles aux jeunes filles, qui sont souvent négligées. On met toujours de l’avant des petits garçons comme héros dans les histoires et les séries télé, et on oublie trop souvent les filles. À travers tout ça, ma carrière s’est orientée vers des projets féministes.

Depuis 2024, tu sembles avoir pris un tournant important en lançant tes propres projets, que ce soit ton spectacle de contes féministes ou ton balado sur le matrimoine. Qu’est-ce qui t’a poussée à faire ce grand saut et à t’affirmer pleinement dans ta carrière ?

En 2024, j’ai pris la décision de lancer mes propres projets, et ça a été le bon choix. C’est là que j’ai décidé de faire officiellement du conte. Avant, je n’osais pas me lancer. Ce n’était pas vraiment à cause du syndrome de l’imposteur, mais je n’étais pas à l’aise. Pourtant, dans ma vie, j’ai rencontré des conteurs extraordinaires, des gens pour qui c’était une vocation. Et un jour, je me suis dit : « Pourquoi pas moi ? Moi aussi, je peux avoir mon créneau. »

Au début de 2024, j’ai lancé mon spectacle de contes féministes *TeamMadame*, qui parle de femmes extraordinaires oubliées de l’histoire. Cette année-là a vraiment marqué un tournant, parce que j’ai aussi lancé le balado *TeamMadame*, qui, bien qu’il ne soit pas basé sur des contes, présente le parcours de femmes remarquables du Québec. Ce projet a renforcé le fait que ma carrière, même si elle s’est construite petit à petit, m’amène aujourd’hui à réaliser des projets qui me représentent à 100 %. Que ce soit sur une scène ou derrière un micro, je peux être moi-même. Je n’ai pas à surveiller mes mots. Je peux même faire des blagues spontanées, la petite touche « Valérie Deschamps », sans me demander si ça va plaire à un patron. Cette liberté m’est très précieuse.



PHOTO : DAVID LEBLANC

« Ce ne sont pas seulement Monsieur et Madame Tout-le-monde qui sont effacés de l’histoire, il y a aussi des groupes entiers encore plus marginalisés, comme les femmes, les communautés culturelles et les Autochtones. »

Je dirais que je me considère de plus en plus comme une artisane plutôt que comme une artiste. Je travaille avec le vrai, avec les gens. Sans eux, je ne ferais pas ce que je fais. Mon art n’existerait pas sans ce lien avec le monde. En fin de compte, c’est cette authenticité, ce contact humain, qui nourrit tout ce que je crée.

Et si on se projette dans l’avenir, disons dans 10 ans, où te vois-tu ?

Dans 10 ans, honnêtement, je n’en ai aucune idée. J’ai tendance à vivre au mois le mois, à avancer projet par projet, sans trop savoir ce que je vais faire dans l’année à venir. Mes envies changent, mes idées évoluent, et c’est difficile pour moi de me projeter aussi loin. Je préfère me concentrer sur le moment présent et voir où la vie me mène. Il y aura sûrement d’autres passions, d’autres projets qui surgiront ! Cela dit, je veux que *TeamMadame* continue d’évoluer avec moi. C’est comme mon petit bébé, tu sais. J’espère qu’il grandira encore, qu’il prendra encore plus d’ampleur avec le temps.

Penser à dans 10 ans, ça me fait un peu peur, je ne te mentirai pas. Est-ce que je ferai encore ce que je fais aujourd’hui ? Peut-être. Est-ce que je serai chroni-

queuse dans un grand média ? Peut-être. Est-ce que je pourrais être tout ça à la fois ? Peut-être. Mais ce que j’espère, c’est que d’ici là, on aura vu des avancées pour les femmes, notamment dans notre histoire, parce que c’est vraiment mon cheval de bataille. J’aimerais qu’on accorde enfin aux femmes la place qu’elles méritent dans notre imaginaire collectif.

Plus tôt dans l’entrevue, tu m’as parlé d’une petite fille qui t’a demandé si tu étais une princesse. Si elle était devant toi maintenant et qu’elle te demandait un conseil sur la vie ou sur autre chose, qu’est-ce que tu aurais envie de lui dire ?

On nous dit toujours d’être tranquilles, de respecter les règles, de faire ce que les autres attendent de nous. Mais moi, je dis qu’il faut briser ces règles-là. En tant que femmes, on nous a imposé tellement de règles. Alors, à cette petite fille, je lui dirais simplement : fais ce que tu veux. Ose. Brise les conventions, même si ça te fait peur. La peur sera toujours là, mais avance avec elle, fais les choses quand même. Fais ce que toi tu as envie de faire et crée ton propre chemin. Pas celui de tes parents. Pas celui de la société. Le tien ! 🍀



À écouter au gazettemauricie.com ou sur votre plateforme balado préférée.

Dans un centre commercial près de chez vous



On n'a qu'à déambuler dans un centre commercial pour se faire bombarder de publicités de produits divers. La publicité sur les produits que nous consommons véhicule des valeurs, des idées et suggère aussi des comportements. Les personnes qui y apparaissent, majoritairement de genre féminin, jeunes et minces, placardent les murs à l'extérieur comme à l'intérieur des boutiques. Ces grandes affiches publicitaires mettent en scène des corps, presque toujours féminins, souvent sexualisés, dont l'objectif premier est la rentabilité de la marque. Ces images sont omniprésentes dans les centres commerciaux, si bien qu'elles ont fini par devenir normales dans notre espace public.

ISABELLE LEBLANC

INTERVENANTE SOCIALE



La sexualisation de l'espace public est décrite par le gouvernement du Québec comme un phénomène par lequel les médias donnent un caractère sexuel à un produit ou à un comportement qui n'a rien de sexuel. Il se manifeste dans les magazines, les vidéoclips, les films, l'industrie de la mode et surtout dans la publicité. En effet, pour vendre un produit, la publicité peut banaliser la sexualité, se servir de stéréotypes sexuels et utiliser le corps féminin.

UN ENJEU DE SANTÉ PUBLIQUE

L'utilisation à outrance de ces images, généralement sexualisées et toujours retouchées, dans nos espaces publics, entraîne de nombreuses conséquences physiques et psychologiques, comme des difficultés liées à l'image corporelle. La chercheuse Michaela Bucchianeri et ses collègues ont écrit dans le *Journal of Adolescent Health*, en 2014, que « la détresse liée à l'image corporelle est un enjeu de santé publique sous-estimé qui entraîne de lourdes conséquences sur les plans de la santé physique et psychologique, telles que la dépression et des comportements alimentaires à risque ».

Ainsi, une activité familiale de magasinage devient de manière insidieuse un véhicule d'éducation à l'inégalité entre les genres, à l'objectivation et à l'hypersexualisation des femmes et à la banalisation de la sexualité.

UNE CULTURE DE L'AUTO-OBJECTIVATION

Dans un article intitulé *Objectification Theory*, les chercheuses américaines Barbara L. Fredrickson et Tomi-Ann Roberts affirment que « les difficultés liées à l'image corporelle émergent à la suite d'une objectification socioculturelle du corps des femmes, lequel est perçu comme un objet qui existe pour être regardé et évalué par les autres plutôt qu'appartenant aux femmes elles-mêmes. Avec le temps, les femmes qui subissent ce type d'objectification sexualisée finissent par prioriser leur appa-



PHOTO : DOMINIC BÉRUBÉ

Une activité familiale de magasinage devient de manière insidieuse un véhicule d'éducation à l'inégalité entre les genres, à l'objectivation et à l'hypersexualisation des femmes et à la banalisation de la sexualité.

rence externe aux dépens de leur personnalité et d'autres caractéristiques psychologiques. »

Ainsi, les femmes en viennent à s'auto-objectiver, autrement dit à se percevoir elles-mêmes comme des objets. Toujours selon ces chercheuses, il a été démontré que les femmes qui accordent une plus grande importance à leur apparence sont plus sujettes à développer des problématiques liées à leur image corporelle et à leur estime de soi, étant donné qu'il peut être difficile d'atteindre les standards de beauté de la société. Cela peut même contribuer au développement de troubles du comportement alimentaire.

MÉDIATISER LA DIVERSITÉ CORPORELLE POUR QUE LES FEMMES REPRENENT LE POUVOIR SUR LEUR IMAGE

Face à une industrie publicitaire forte qui véhicule *ad vitam æternam* les mêmes exhortations, soyez jeunes, soyez minces et perdez du poids, les femmes pourraient facilement se sentir enfermées dans cette représentation et croire qu'elles n'y peuvent rien. Pourtant, comme dans tous les choix que nous faisons comme consommatrices et consommateurs, nous avons un pouvoir d'agir. Sur les réseaux sociaux par exemple, nous avons la possibilité de nous abonner à des pages qui valorisent la diversité des corps au lieu de l'uniformité. Aussi, certaines marques sont plus engagées que d'autres dans cette lutte pour le droit à une image corpo-

relle inclusive et positive. Notre pouvoir d'achat est une arme redoutable, ne l'oublions pas. Enfin, l'éducation et la sensibilisation demeurent des outils essentiels pour se construire. Discutez-en en famille, à l'école, entre collègues !

En ces temps difficiles où les femmes perdent des droits partout dans le monde, il est plus important que jamais qu'elles restent debout et fortes. Soyons actrices et acteurs de changements en permettant à toutes les femmes de se sentir bien dans le corps qu'elles ont partout où elles se trouvent. 📺

SOURCES DISPONIBLES
au.gazettemauricie.com



gratuit • gratuit • gratuit • gratuit • gratuit

« LÀ D'OÙ L'ON VIENT »

mardi 18 mars
19h00 - Collège Laflèche

Projection spéciale suivie d'un échange avec David Auclair, sociologue





7^e ÉDITION

RENDEZ-VOUS DES CINÉMAS DU MONDE

20 25

www.cs3r.org/rdvc

Les femmes ne sont pas toutes égales



L'égalité entre les femmes et les hommes est un combat de longue haleine, mais au sein même du groupe des femmes, des inégalités persistantes sont trop souvent passées sous silence. Les femmes sont loin d'être un bloc homogène, puisqu'on y observe des écarts profonds notamment liés à l'origine, au statut socioéconomique, au fait d'avoir ou pas des enfants et à l'âge. Ces réalités influencent l'accès aux ressources, aux occasions d'emplois et même à la reconnaissance sociale. Alors que l'on célèbre les progrès accomplis en matière de droits des femmes durant le mois de mars, il est essentiel d'admettre que toutes n'en ont pas bénéficié de la même manière. Derrière le combat pour l'égalité entre les femmes et les hommes se cache une autre réalité, soit celle des inégalités entre les femmes elles-mêmes.



SARAH LEMAY

CONSULTANTE EN ÉQUITÉ,
DIVERSITÉ ET INCLUSION

LA SPHÈRE DU TRAVAIL

L'idée que toutes les femmes sont sur un pied d'égalité est un mythe. Les discriminations ne frappent pas avec la même intensité selon le milieu d'origine, le parcours de vie ou les privilèges sociaux. Par exemple, si les femmes ont aujourd'hui un meilleur accès aux études supérieures, cela ne signifie pas que toutes ont les mêmes chances d'accéder à des emplois valorisés et bien rémunérés. Les femmes racisées et autochtones, pour ne nommer que celles-là, restent plus nombreuses dans les emplois précaires et sous-payés.

Selon des données de la Vitrine statistique sur l'égalité entre les femmes et les hommes, de l'Institut de la statistique du Québec, la rémunération hebdomadaire moyenne de la population québécoise était de 1 152 \$ en 2023. Cependant, lorsqu'on creuse un peu, on se rend compte que celle des hommes était de 1 259 \$ et celle des femmes de 1 038 \$. Si l'on pousse encore un peu plus la recherche, on découvre que celle des femmes immigrantes était de 990,66 \$ et celle des femmes issues de minorités visibles de 916 \$. Il faut donc garder un œil critique lorsqu'on parle de moyennes puisque ces chiffres ne représentent souvent

pas la réalité des femmes, et encore moins de celles de groupes marginalisés. La sphère du travail est donc encore marquée par de grandes inégalités. Alors que certaines militent pour briser le plafond de verre dans les hautes sphères du pouvoir, d'autres se battent simplement pour obtenir des conditions de travail dignes et un salaire décent.

LA MATERNITÉ

La maternité constitue un autre facteur majeur d'inégalité entre les femmes. Il est bien connu que les mères subissent une pénalité sur le marché du travail. Non seulement elles sont plus susceptibles de réduire leur temps de travail, mais elles ont aussi moins accès aux promotions et aux postes de direction. En revanche, les femmes sans enfants poursuivent souvent leur carrière sans interruption, ce qui crée un décalage professionnel entre elles et les mères. Cet écart, surnommé « *mommy gap* », est parfois moins abordé dans les débats sur l'égalité, alors qu'il façonne pourtant profondément les parcours de plusieurs femmes. Cependant, il suffit d'une simple recherche sur le web pour trouver une multitude de trucs afin de bien présenter son absence du marché du travail lors d'une entrevue d'embauche, comme si le congé (ou le travail !) de maternité devait être justifié.

UN FÉMINISME
À PLUSIEURS VITESSES

Face à ces réalités, il est clair que le féminisme ne peut pas être envisagé comme un mouve-

ment uniforme. Pendant longtemps, les luttes féministes ont été dominées par les revendications des femmes blanches, éduquées et de la classe moyenne. Mais d'autres voix se sont élevées pour rappeler que toutes les femmes ne partagent pas les mêmes expériences et que l'égalité doit être pensée de manière inclusive. Les féminismes autochtones, noirs ou lesbiens insistent sur le fait que les oppressions ne s'additionnent pas simplement, mais qu'elles interagissent et se renforcent de manière unique selon les contextes. Un féminisme qui ne tiendrait

pas compte de ces inégalités risquerait de reproduire les schémas d'exclusion qu'il prétend combattre.

Il est donc important de ne pas considérer les progrès réalisés pour certaines comme un reflet d'une avancée générale. L'accès à des postes de pouvoir pour une minorité de femmes ne signifie pas que toutes ont désormais les mêmes chances. Une véritable égalité passe par une prise de conscience des écarts persistants et par la mise en place de politiques qui bénéficieraient aux femmes les plus mar-

ginalisées. Enfin, la solidarité entre femmes doit aller au-delà des discours. Il ne suffit pas de prôner la sororité, encore faut-il qu'elle soit appliquée dans les faits. Les femmes qui bénéficient de privilèges ont une responsabilité. Elles doivent amplifier la voix de celles qui, encore aujourd'hui, luttent pour des droits fondamentaux. Tant que l'égalité restera un privilège réservé à certaines, elle ne pourra être considérée comme acquise. Car au fond, qu'est-ce qu'une victoire féministe si elle ne profite qu'à une minorité ?

**Vous nous lisez !
On vous lira !**

Votre publicité ici !

ventes@gazettemauricie.com
gazettemauricie.com
819 375-4012



**CAFÉS INTERCULTURELS
SAISON 2025**

24 FÉVRIER QUÊTES ET REPÈRES AFRODESCENDANTS	24 MARS LE FÉMININ DANS TOUS SES ARTS
28 AVRIL ARTS JEUNESSE	26 MAI ÉLUES ET ARTISTE

**RML
17H00**



**ENCORE
EN LUTTE**

8 MARS 2025 JOURNÉE INTERNATIONALE
DES DROITS DES FEMMES

Crédits : Collectif 8 mars. Agence : Molotov.



Table de concertation
du mouvement des
femmes de la Mauricie

**LÀ, POUR
LES DROITS
DES FEMMES !**

**Pour en savoir plus :
tcmfm.ca**



« Le projet Passerelle m'a offert une plateforme idéale pour transmettre ma passion et mon expertise à la prochaine génération d'artistes, ce qui correspond parfaitement à mon objectif de carrière de devenir un mentor et un vecteur de connaissances. »



L'art au service du vivre ensemble

LA GAZETTE DE LA MAURICIE • 9



Démantèlement de l'USAID : l'abandon des femmes les plus vulnérables

Avec l'arrivée de l'administration Trump au pouvoir nous pouvons nous demander si nous assistons à l'instauration d'un nouvel ordre totalitaire. Est-ce exagéré ? Parlons-nous plutôt d'un scénario de science-fiction ? Pas cette fois. Le démantèlement de l'USAID, la plus grande agence d'aide au développement au monde, est en train de transformer cette fiction en réalité.

CHARLES FONTAINE
COLLABORATEUR



La raison officiellement invoquée est que l'agence ne serait plus « alignée avec les intérêts américains ». En pratique, cette décision prive la planète de 43 milliards de dollars américains d'aide humanitaire et de développement, soit près de 40 % de l'aide mondiale. Une onde de choc dont les répercussions toucheront en premier lieu les femmes, principales bénéficiaires des programmes de santé, d'éducation et de lutte contre les violences à l'échelle du globe.

« Je m'attends à une augmentation exponentielle des nouvelles infections au VIH », alerte une experte de l'USAID désirant rester anonyme à NBC News. Dans de nombreux pays en développement, les femmes et les filles, déjà plus vulnérables face au VIH et au paludisme, risquent d'être les premières victimes de ce recul brutal de l'aide internationale. C'est notamment le cas au Malawi, où le gel de l'aide américaine menace l'accès aux traitements du VIH pour 142 000 filles et jeunes femmes, laissant les cliniques à court de médicaments essentiels.

L'institut Guttmacher, un organisme de recherches reconnu, rapporte que l'arrêt brutal des financements de l'USAID paralyse déjà des centaines de programmes essentiels allant de la prévention du VIH à la distribution de repas scolaires. En seulement deux semaines, c'est près de deux millions de femmes et de filles qui ont perdu l'accès aux contraceptifs financés par l'agence. Et chaque semaine qui passe en prive un million de plus. Si ce blocage dure trois mois comme l'a promis l'administration Trump, l'institut Guttmacher prévoit qu'il entraînera près de quatre millions de grossesses non désirées et au moins 8 000 décès maternels.

UN SILENCE QUI DÉRANGE

Le silence international face au démantèlement de l'USAID est aussi assourdissant qu'inquiétant. Le secteur de la coopération repose sur un réseau fragile de collaborations entre agences gouvernementales, ONG, Nations Unies et travailleurs et travailleuses sur le terrain – un équilibre déjà fragilisé par la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine.

Couper un pilier aussi central que l'USAID, même temporairement, provoque des fissures qui menacent de se transformer en véritables tragédies humanitaires. Pourtant, peu d'organisations osent dénoncer publiquement cette catastrophe annoncée. « Une par-

tie du secteur se tait par crainte de représailles. L'administration Trump s'est montrée particulièrement vindicative », confie, au journal espagnol *El País*, une source d'une ONG internationale dont plusieurs projets sont aujourd'hui à l'arrêt à la suite de cette décision.

Rappelons que l'aide humanitaire des États-Unis est non seulement essentielle à la sécurité et au développement des pays bénéficiaires, mais qu'elle apparaît aussi comme un impératif de justice visant à corriger les inégalités historiques créées par l'exploitation des pays en développement : guerres, instabilité, violences, famine, changements climatiques.

UN PLAN BIEN DÉFINI ?

Interrogée sur les conséquences pour les femmes et les filles du blocage à l'USAID, Anna Kelly, porte-parole adjointe de la Maison-Blanche, a affirmé que Donald Trump était leur « plus grand défenseur ». Elle a justifié les coupes budgétaires en expliquant que le président veille à ce que les programmes financés par les contribuables servent avant tout les intérêts américains : « Il supprimera les programmes qui ne correspondent pas au mandat que le peuple américain lui a donné en novembre pour mettre en œuvre et maintenir les programmes qui donnent la priorité aux États-Unis. »

Mais ce fameux mandat, justement, quel est-il ? Il semblerait que le blocage de l'USAID ne soit pas un accident, mais l'exécution méthodique d'un plan annoncé. Tout était déjà écrit dans le *Projet 2025*, une feuille de route élaborée par un think tank d'extrême droite proche de Trump visant à remodeler l'État selon des valeurs ultra-conservatrices.

Dans ce document de près de 1 000 pages, le chapitre 9 détaille précisément comment réduire l'USAID à sa plus simple expression et recentrer son action sur une aide d'urgence à court terme. Chose qui va à l'encontre de plus d'une décennie d'efforts du secteur humanitaire et de la coopération internationale pour mettre en place des programmes durables permettant aux communautés vulnérables, en particulier aux femmes, de renforcer leur résilience.

Aujourd'hui, il semble non seulement que cette vision du développement international soit en train de disparaître aux États-Unis, mais que les décrets présidentiels de Donald Trump soient une menace directe à la vie, à l'intégrité et à la dignité de millions de femmes autour du globe. 🌍

Syndicat des professeur(e)s
du Cégep de Trois-Rivières

fneeq CSN
Fédération nationale
des enseignantes et
des enseignants
du Québec

Ensemble pour
accompagner des
êtres humains
ouverts sur le monde

MOI CAPITAINE
UN FILM DE MATTEO GARRONE

« MOI CAPITAINE »
mardi 1 avril
19h00 - Cégep de Trois-Rivières

Projection spéciale
suivie d'un échange

www.cs3r.org/rdvcm

7^e ÉDITION
RENDEZ-VOUS
DES CINÉMAS
DU MONDE
20 25

COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES

CÉGEP
TROIS-
RIVIÈRES

CGCI

MUSIQC : une nouvelle plateforme pour découvrir et redécouvrir la musique québécoise et francophone

ANNE-SOFIE BATHALON
JOURNALISTE

Le 12 février dernier, la Société professionnelle des auteurs, compositeurs du Québec et des artistes entrepreneurs (SPACQ-AE) lançait une toute nouvelle plateforme d'écoute en ligne dédiée à la musique francophone. MUSIQC a été mis sur pied dans un contexte économique difficile pour le milieu culturel québécois, alors que les artistes peinent à se tailler une place face aux géants de l'écoute en ligne. De plus, force est de constater que la population québécoise écoute de moins en moins de contenu local.

Son objectif est de faciliter l'accès à la musique francophone et d'encourager sa découverte. Concrètement, MUSIQC fonctionne comme un site web regroupant des listes d'écoute soigneusement sélectionnées. Pour chacune d'elles, une courte description ainsi que le nom de la personne l'ayant créée sont disponibles. « On a une grosse équipe de développement derrière tout ça. Il est hors de question pour nous de produire du contenu avec des fonds publics et d'utiliser l'intelligence artificielle. C'est à 250 % humain », souligne Ariane Charbonneau, directrice générale de la SPACQ-AE.

Il suffit donc de choisir une liste et de cliquer sur « Écouter » pour qu'elle s'ouvre directement dans l'application d'écoute en ligne de son choix.

Cette plateforme est 100 % gratuite et permet de conserver ses habitudes de consommation en restant sur ses plateformes d'écoute préférées, comme Apple Music ou Spotify. Ce projet a pu voir le jour grâce au soutien du Conseil des arts et des lettres du Québec, qui a fourni une somme pour en établir la base, ainsi qu'à l'organisme Musicaction, en plus d'un investissement provenant de leurs propres fonds. Toutefois, Ariane Charbonneau explique avoir essuyé un refus à sa demande « pour pérenniser l'année 1, 2 et 3 » auprès du ministère de la Culture et des Communications. Elle précise que le projet pourrait être mis sur pause si d'autres soutiens financiers ne sont pas trouvés.

La directrice générale affirme que le public était au rendez-vous, « tellement que le serveur a failli planter », ajoute-t-elle. Ce sont près de 6 millions de pages d'écoute qui ont été ouvertes. Cet espace de découverte est d'ailleurs accessible dans 55 pays. En terminant, Ariane Charbonneau insiste sur l'importance de cette initiative afin « d'assurer notre souveraineté culturelle et linguistique ».



PHOTO : SPACQ-AE

De Rachel Carson aux scientifiques d'aujourd'hui : sensibiliser à l'impact des pesticides

ANNE-SOFIE BATHALON
JOURNALISTE

Rachel Carson, biologiste et pionnière en écologie, a été la première scientifique à dénoncer les impacts des pesticides sur l'environnement et la santé humaine, s'attirant ainsi la colère des lobbys agrochimiques. Malgré les pressions et les attaques, elle ne s'est pas laissé intimider et a poursuivi son combat.

Soixante ans jour pour jour après la parution de l'œuvre monumentale *Printemps silencieux* (*Silent Spring*), de Rachel Carson, Vigilance OGM lançait, en juin 2022, sa série balado *Des Rachel qui changent le monde*. Dans cette série balado, l'animatrice Émilie Schwartz retrace les pas de Rachel Carson grâce à des témoignages de femmes scientifiques ayant œuvré sur les questions liées aux pesticides au Québec. Elle a parcouru la province pour rencontrer 10 femmes inspirantes, dont les échanges sont présentés dans 10 épisodes.

« On ne pouvait pas en rester là, c'était trop de bon contenu, il fallait continuer à le partager »,

affirme Émilie Schwartz en entrevue. C'est ainsi que son équipe et elle ont décidé de prolonger l'initiative en créant une exposition itinérante et des ateliers pédagogiques destinés au grand public sur l'impact des pesticides.

Le dossier des pesticides divise Trois-Rivières. En décembre dernier, malgré une forte mobilisation citoyenne, le conseil municipal a rejeté de justesse, par sept votes contre six, une réglementation sur leur usage à des fins esthétiques. C'est dans ce contexte que le projet a été lancé en collaboration avec le Collectif Biodiversité Mauricie. Ainsi, ce mois-ci, l'exposition sera présentée au Cégep de Trois-Rivières jusqu'au 14 mars, puis au Cégep de Shawinigan du 14 mars au 4 avril.

De plus, le 8 mars, le Collectif Biodiversité Mauricie, en partenariat avec le Cégep de Trois-Rivières et l'Association forestière de la Vallée du Saint-Maurice, organise une journée spéciale sur la biodiversité. Plusieurs conférences y seront présentées, sur des sujets tels que l'impact du BTI, la pollution lumineuse et les effets des pesticides sur les hirondelles. Cet événement se tiendra au Cégep de Trois-Rivières.



PHOTO : ANNE-SOFIE BATHALON

LANCEMENT DES TROUSSES INFOSTOP À NICOLET

Une initiative pour la sécurité et l'autonomie des aîné-es

DAVID LEBLANC
JOURNALISTE MULTIPLATEFORME

La Ville de Nicolet et la FADOQ Nicolet ont officiellement lancé les troussees InfoStop, un outil novateur visant à renforcer la sécurité des aîné-es et des personnes vulnérables. Ces troussees, qui seront distribuées dans plusieurs lieux stratégiques de la ville, permettent aux premiers répondants d'accéder rapidement aux informations médicales essentielles en cas d'urgence.

Présentée à l'Hôtel de ville, cette initiative a été saluée par la mairesse Geneviève Dubois, qui a souligné son impact positif sur la sécurité et l'autonomie des personnes âgées. Le projet, porté par la FADOQ Nicolet et soutenu par divers organismes locaux,

incarne un effort collectif pour améliorer la qualité de vie des aîné-es de la région.

La trousse InfoStop est un simple aimant fixé au réfrigérateur contenant une capsule d'informations médicales permettant une intervention rapide et efficace des services d'urgence. Plus de 4 000 troussees seront mises à la disposition de la population dans les pharmacies, à la bibliothèque municipale et aux bureaux de la FADOQ.

Ce projet unique en Mauricie/Nicolet/Bécancour illustre la volonté de Nicolet d'innover en matière de bien-être communautaire. Pour plus d'informations ou pour vous procurer une trousse InfoStop, contactez la FADOQ Nicolet au 819 293 3236.



PHOTO : DAVID LEBLANC

Suggestions littéraires

MARIE LABROUSSE
COLLABORATRICE



LA GROSSE QUI RÊVAIT D'AMOUR,
par Nadia Tranchemontagne,
éditions Québec Amérique

Militante anti-grossophobie qui s’est fait connaître sur les réseaux sociaux, Nadia Tranchemontagne signe ici un premier roman remarqué. Son œuvre, qui tire vers l'autofiction, nous relate le parcours d’une adolescente puis d’une jeune adulte qui apprend peu à peu à faire la paix avec son corps. Le tout est porté par un humour piquant qui rend la lecture très agréable.

RÉSISTER,
par Salomé Saquet,
éditions Payot

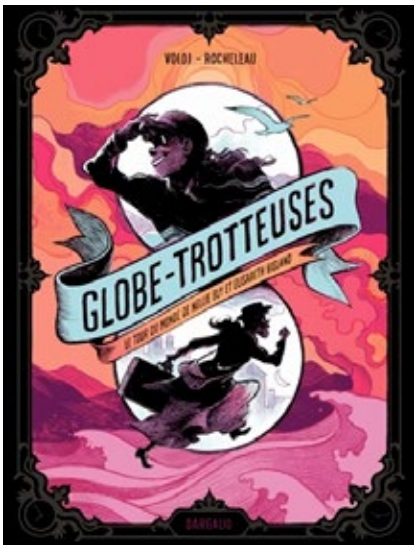
Un petit manuel de résistance contemporaine, qui analyse en 150 pages les rouages de la montée de l'extrême droite en Occident et offre quelques pistes pour lui barrer le chemin. Si l'ouvrage est principalement axé sur la situation en France, ses constats peuvent très bien s'appliquer aux autres pays occidentaux.

GLOBE-TROTTEUSES,
par Julian Voloj
et Julie Rocheleau,
éditions Dargaud

La bédéiste québécoise Julie Rocheleau s'associe au scénariste Julian Voloj pour traiter un épisode historique peu connu : le tour du monde concurrent en 1889 entre Nellie Bly et Elizabeth Bisland, toutes deux journalistes et mandatées par leurs rédactions respectives pour battre le record fictif du fameux *Tour du monde en 80 jours* de Jules Verne. Une aventure bien rythmée aux couleurs magnifiques.

GRANDES OREILLES,
par Julie Delporte,
éditions de la Pastèque

Principalement connue pour ses bandes dessinées adultes, Julie Delporte se lance ici dans l'album jeunesse. On y suivra l'histoire de la petite Sam et de sa chienne Léontine. Sam a froid aux pieds la nuit, Léontine a d'immenses oreilles qu'elle ne sait pas où ranger. La solution est toute trouvée, jusqu'au soir où Sam part dormir chez un ami... Un album tout doux pour tous-tes les amoureux-ses de la gent canine. Dès 3 ans.



Chronique histoire

François-Xavier-Anselme Trudel, le paladin de Champlain

« Le ciel est bleu, l'enfer est rouge », une phrase bien célèbre de l'histoire du Québec, trouve en grande partie son origine dans la région de la Mauricie. Voici un retour sur ses origines. François-Xavier-Anselme Trudel (1838-1890), député de Champlain de 1871 à 1875 et sénateur de 1873 jusqu'à sa mort, est une des plus importantes voix de son époque qui réclamaient la suprématie de la religion catholique sur le politique. Fils de cultivateur, il est destiné à devenir prêtre et reçoit une éducation en ce sens. Il opte finalement pour la pratique du droit, ce qui le conduit presque naturellement vers une carrière politique.



Trudel adhère rapidement à l'idéologie ultramontaine, notamment défendue par l'évêque de Trois-Rivières, M^{gr} Louis-François Richer Laflèche (1818-1898). Cette doctrine, qui affirme la suprématie du pape, défend la primauté de l'Église sur tous les domaines de vie, en particulier sur l'administration civile. Trudel revendique donc la subordination de l'État québécois à l'Église catholique. Il défend cette idée en collaborant à plusieurs journaux et périodiques, dont la *Revue canadienne*.

En 1870, Trudel se fait connaître en défendant la paroisse Notre-Dame contre la veuve de Joseph Guibord, un imprimeur libéral à qui l'Église a refusé le repos en terre chrétienne pour avoir publié des textes jugés radicaux et dangereux. Trudel profite de la tribune pour défendre ses idées sur les relations entre l'Église et l'État. Il perd sa cause et la paroisse Notre-Dame est forcée d'accueillir la dépouille de Guibord dans son cimetière. Trudel acquiert malgré tout une réputation de héros dans les cercles ultramontains.

À l'approche des élections québécoises de 1871, Trudel et une équipe de collaborateurs rédigent le *Programme catholique*, publié le 20 avril 1871 dans le *Journal des Trois-Rivières*. Il exige des candidats qu'ils s'engagent à modifier les lois en fonction des demandes des évêques afin de les rendre conformes à la doctrine catholique. Pour la plupart des ultramontains, dont Trudel lui-même, le *Programme* conduit à appuyer le Parti conservateur (les bleus, contre le Parti libéral, les rouges), d'où la maxime « Le ciel est bleu, l'enfer est rouge », qui deviendra un slogan électoral jusqu'à l'Union nationale de Maurice Duplessis.

Trudel se présente lui-même aux élections de 1871 comme candidat conservateur dans le comté de Champlain. Véritable preuve du succès du *Programme catholique* dans la région, même son adversaire libéral, le notaire et futur maire de Trois-Rivières Téléphore-Eusèbe Normand, s'engage lui aussi à appuyer toutes les lois qui seraient proposées par l'épiscopat. C'est malgré tout Trudel qui remporte l'élection avec une majorité de 66 voix. En 1873, le beau-père de Trudel, le commerçant Louis Renaud, lui cède son siège au Sénat. Il est à l'époque permis de siéger aux deux paliers de gouvernement et Trudel termine son mandat de député de Champlain tout en siégeant au Sénat canadien.

La réputation de Trudel se ternit en 1874, lorsqu'il se fait un des défenseurs du gou-

vernement dans le cadre de l'affaire des Tanneries. Alors que les députés conservateurs déclarent leur indépendance vis-à-vis de leur parti lorsqu'ils ne passent pas carrément aux libéraux, Trudel demande à ses collègues d'attendre la conclusion de l'enquête avant de poser un jugement. Il met des bâtons dans les roues du comité d'enquête en se faisant le défenseur des intérêts privés. Le journal *L'Événement* se moque de lui en le qualifiant d'« homme à croire tout ce que M. Ouimet affirme », Gédéon Ouimet étant à la tête du gouvernement conservateur.

Un fossé se creuse entre Trudel et le Parti conservateur québécois lorsque celui-ci se donne pour chef Joseph-Adolphe Chapleau, souvent considéré comme le plus libéral des conservateurs. À la demande de M^{gr} Bourget et de M^{gr} Laflèche, Trudel se fait un des opposants les plus féroces à la construction à Montréal d'une annexe de l'Université Laval. Les évêques préféreraient une université indépendante au sein de laquelle ils pourraient s'assurer de la préséance de l'idéologie ultramontaine. Trudel ira jusqu'à plaider à Rome pour demander au pape d'intervenir, sans succès. Les refus répétés du premier ministre Chapleau de céder aux demandes des évêques conduit Trudel à s'éloigner de son parti et même à en devenir un adversaire.

La rupture entre Trudel et le Parti conservateur se consomme en 1886, au lendemain de la pendaison de Louis Riel le 16 novembre 1885. Trudel n'accepte pas que son parti n'ait pas réclamé sa grâce. Comme une grande partie de l'opinion canadienne-française, Trudel croit que Riel a été condamné parce qu'il est catholique et francophone. C'est la raison pour laquelle il appuie le Parti national d'Honoré Mercier contre le Parti conservateur aux élections québécoises de 1886. Trudel consacre ses dernières années à diriger le journal *L'Étendard*, un organe ultramontain qui critique les gouvernements conservateurs avec encore plus d'aplomb que la plupart des journaux libéraux.

François-Xavier-Anselme Trudel meurt en 1890 et le courant ultramontain ne lui survit pas longtemps. On considère généralement que l'ultramontanisme devient marginal au Québec après la mort de M^{gr} Laflèche en 1898. Une petite rue a été baptisée en l'honneur de Trudel à Québec, mais elle a depuis changé de nom pour devenir la rue Oscar-Drouin. Bien qu'il ait marqué l'histoire politique de la Mauricie et du Québec, il est aujourd'hui un nom généralement oublié.

SOURCES DISPONIBLES
au.gazetteauricie.com

Quelques rencontres au lancement du balado Questions d'ainé-es

En entrant dans la salle où se tient la conférence de presse, je ressens une belle énergie dans l'air. Le projet du Centre d'action bénévole du Rivage, de Trois-Rivières, un balado intitulé *Questions d'ainé-es*, suscite déjà beaucoup de curiosité et d'enthousiasme. Plusieurs personnes sont rassemblées et discutent autour d'un café ou en feuilletant des documents sur le projet.



DAVID LEBLANC
JOURNALISTE MULTIPLATEFORME

Avec mon micro, je me faufile dans la foule pour aller à la rencontre des artisans et artisanes de cette aventure. Chaque conversation promet de dévoiler un aspect unique du projet, une perspective différente sur ce que ce balado représente pour les aîné-es... et pour la communauté en général.

LOUIS PAQUIN, ADMINISTRATEUR ET NOTAIRE

Ma première rencontre est avec Louis Paquin, notaire et membre du conseil d'administration du Centre d'action bénévole. Assis dans un coin de la salle, il m'accueille avec un sourire chaleureux et une poignée de main. Il m'explique ce qui l'a motivé à participer au balado. « Nathalie Robert, la responsable des services, m'a approché pour parler des testaments et des mandats. Ce sont des sujets essentiels, surtout pour les aînés-es, mais qui touchent finalement tout le monde. » Et il a accepté de démystifier ces documents souvent négligés en utilisant son expérience.

Selon lui, le balado est une excellente façon de rendre ce type d'information plus accessible. « C'est facile à écouter, tu peux le faire en marchant, ou en relaxant à la maison. Pourquoi ne pas en profiter pour apprendre quelque chose ? » Louis semble ravi de sa première expérience en balado : « Ça a été agréable et vraiment amusant. Même les bénévoles ont été surpris par le résultat ! » Convaincu que le balado peut contribuer à changer des choses, il espère que le public saura en tirer profit.

MICHEL BRODEUR, BÉNÉVOLE ET ANCIEN POLICIER

Je m'avance vers Michel Brodeur, qui vient de saluer un bénévole en riant. « Prêt pour une petite jasette ? » lui dis-je en m'approchant. Michel, bénévole depuis près de deux ans, est toujours partant pour partager ses expériences. Sa participation au balado portait sur un sujet sérieux : les fraudes et les arnaques, particulièrement celles qui ciblent les personnes âgées.

« On m'a demandé de parler des moyens de prévenir les fraudes, surtout téléphoniques, qui sont en constante évolution », m'a-t-il expliqué avec beaucoup de conviction. Il a trouvé l'expérience enrichissante, notamment grâce à sa collaboration avec une policière lors de l'enregistrement de l'épisode. « Ça m'a ouvert les yeux sur l'ampleur du problème. Avec l'intelligence artificielle, les techniques d'arnaque évoluent encore plus vite ! »

Pour Michel, le balado est un excellent moyen de rejoindre les personnes isolées. « Celles qui sont seules à la maison, on n'a pas toujours l'occasion de les informer directement. Mais avec le balado, on peut les rejoindre... juste avec un fichier audio ! » Avant de conclure, Michel m'a livré un conseil : « Écoutez ça avec des écouteurs, en marchant ou même en vous reposant.



PHOTO : DAVID LEBLANC

Les artisan-es et participant-es derrière le nouveau balado Questions d'ainé-es qui offre un espace de réflexion sans tabou ni jugement sur des thèmes universels tels que l'amour, la sexualité, la fraude, la coopération internationale, l'aide médicale à mourir... Bref des sujets qui touchent tout le monde !

Puis, si vous avez des doutes, réécoutez-le ! Tout est là pour vous aider à éviter les pièges. »

NATHALIE ROBERT, RESPONSABLE DES SERVICES

Je remercie Michel pour cette conversation éclairante. Alors que je me prépare à continuer mes entrevues, je remarque Nathalie Robert, responsable des services au Centre d'action bénévole depuis plus de 15 ans. Elle est au cœur du projet du balado *Questions d'ainé-es* et n'hésite pas à plonger dans l'histoire de sa création. « L'idée m'est venue en discutant avec mon père. Il trouvait la télé un peu plate, alors je lui ai montré comment écouter des balados. Depuis, il en écoute régulièrement et me remercie encore ! »

C'est cette expérience personnelle qui lui a donné l'idée d'initier les aîné-es à ce format numérique. « Le balado est un outil accessible et polyvalent que les jeunes connaissent bien, mais beaucoup moins les aîné-es », explique-t-elle. Elle a soigneusement choisi les participant-es et les thèmes : l'amour, la fraude, l'aide médicale à mourir, le testament... des sujets universels qui peuvent toucher tout le monde. « Ce sont les participantes et participants qui ont proposé les thèmes qui les interpellaient le plus. »

Son objectif ? Faire découvrir le balado aux aîné-es et leur donner envie d'en écouter d'autres. « Si ça peut ouvrir la porte à d'autres contenus, je vais avoir gagné mon pari. »

DIANE VÉZINA, DIRECTRICE GÉNÉRALE

La directrice générale du Centre d'action bénévole m'accueille avec un sourire complice. « C'est l'heure des grandes

questions ? » lance Diane Vézina en riant. Elle me parle avec passion de ce que représente ce balado pour le Centre d'action bénévole. « Ce que j'aime de ce projet, c'est qu'il offre un espace sans tabou ni jugement, où les aîné-es peuvent s'exprimer librement sur des sujets qui leur tiennent à cœur. »

Selon Diane, le balado va bien au-delà du simple partage d'informations. « Ça pousse à réfléchir sur des thèmes universels : l'amour, la sexualité, la fraude, l'aide médicale à mourir... Ce ne sont pas des sujets réservés aux personnes âgées. Ça touche tout le monde. » Elle espère que ce projet pourra résonner bien au-delà des frontières de la Mauricie. « Ce serait magnifique que ce balado soit écouté partout au Québec ! C'est sincère, fait par des gens d'ici, et ça répond aux questionnements d'aujourd'hui. »

Le balado *Questions d'ainé-es*, est le fruit du travail passionné de Nathalie Robert et de l'équipe du Centre d'action bénévole du Rivage, ainsi que de l'équipe de *La Gazette de la Mauricie*. C'est bien plus qu'un simple projet audio, ce sont six épisodes qui mettent en lumière les réalités des aîné-es, portés par des échanges riches et des témoignages authentiques. Chaque épisode aborde un thème essentiel : l'amour, la fraude, l'aide médicale à mourir, les testaments, et bien d'autres.

Disponible dès maintenant au www.gazettemauricie.com ou sur des plateformes comme Spotify, Apple Podcasts, iHeartRadio, Amazon Music et YouTube Podcasts, ce balado ouvre une porte sur des questions souvent peu abordées dans les médias traditionnels. Ce projet a été rendu possible grâce au

soutien financier du programme Nouveaux Horizons pour les aînés du Gouvernement du Canada et à la collaboration précieuse de *La Gazette de la Mauricie*, qui a assuré la production et se charge de la diffusion.

En quittant la salle, une chose me frappe : ce balado n'est pas seulement destiné aux aîné-es. Il parle à chacun-e de nous, peu importe notre âge ou nos expériences. Alors, pourquoi ne pas enfilez vos écouteurs et plonger dans *Questions d'ainé-es* ? Vous pourriez y découvrir bien plus que vous ne l'imaginez. 🎧



Questions d'ainé-es... un balado disponible sur votre plateforme d'écoute préférée ou au gazettemauricie.com/questions.

À visionner : un microreportage exclusif sur le lancement du balado Question d'ainé-es au gazettemauricie.com ou au youtube.com/@gazettemauricie.

Au royaume de l'étrange et de la mascarade avec le Grand Carny-Bal

Quand on voit ou qu'on entend le Grand Carny-Bal pour la première fois, impossible de demeurer indifférent. Véritable cabinet de curiosités ambulant, le groupe de musique à saveur circassienne a un petit je-ne-sais-quoi de drôle, d'étrange, voire d'inquiétant. Retour sur notre entretien avec deux de ses membres, Jean-François Veilleux et Lou Ouellette-Huet.

ELIZABETH LEBLANC-MICHAUD
COLLABORATRICE



UN CONCEPT LONGUEMENT RÉFLÉCHI

Lancé officiellement en février 2021, le Grand Carny-Bal est né des cendres du groupe Boboche (2017-2020). Projet à la fois musical et théâtral, il est le fruit du travail acharné de ses membres. En effet, pendant près d'un an, ceux et celles-ci ont travaillé d'arrache-pied, de concert avec l'auteur-compositeur-interprète et membre fondateur du groupe Jardin Mécanique, Sylvain De Carufel, afin de développer leur concept.

Du son distinctif de la formation musicale aux costumes, en passant par l'appellation et l'identité de chacun des personnages composant le groupe, rien n'a été laissé au hasard.

En tout point ingénieux, le nom du groupe le Grand Carny-Bal en appelle à la fois au terme « carnies », associé habituellement aux gens travaillant dans les cirques ambulants, mais aussi aux mots « carnaval » et « cannibale ».

EN AVANT LA MUSIQUE

Difficile de décrire le style musical du Grand Carny-Bal en un seul mot. Si la plupart des pièces rappellent la musique traditionnelle des Balkans, on distingue dans certaines des sonorités qui ne sont pas sans rappeler celles du dark cabaret et du jazz manouche.

Sur le plan théâtral comme musical, les influences du groupe sont nombreuses : Jardin Mécanique, Circus Contraption, P.T. Barnum, Tim Burton, l'univers des

Désastreuses Aventures des orphelins Baudelaire...

Dans un cas comme dans l'autre, les influences du Grand Carny-Bal baignent dans l'étrange et l'inattendu. Elles en appellent souvent – comme le groupe – aux codes du burlesque, du vaudeville et de la mascarade, ou encore, à ceux du cirque ambulant et du freak show.

PLACE AU THÉÂTRE

Pour ses musicien-es, jouer un personnage en plus de jouer d'un instrument comporte son lot de défis. Mais ses membres y voient une plus-value qui fait bien l'originalité du Grand Carny-Bal.

« Nos personnages, les mises en scène et les costumes viennent appuyer notre musique. Ils sont mis au service de notre concept de cirque festif. »

TOUS POUR UN ET UN POUR TOUS

Le groupe étant entièrement indépendant, ses membres se partagent les tâches, de la gérance à la promotion, en passant par la mise en scène et la composition. On parle donc bien ici d'un travail en tout point collectif, qui tend à permettre à chacun et chacune de se réaliser pleinement.

Question de vous familiariser un peu avec les membres actuels du groupe, voyons voir ici le rôle de chacun et de chacune :

- Lou « Tulipe » Ouelette-Huet – clown, accordéoniste, chanteur et pianiste
- Mathilde « Ronnie » Ayotte-Bournival – clown, violoncelliste et chanteuse
- Alexandre « Borris Troetoff » Emond – homme fort, mandoliniste et chanteur
- Ray « Perceviste » Major – illusionniste, guitariste et chanteur



PHOTO : CULTURE TROIS-RIVIÈRES

- Jean-François « Geoffroy, dit le Minotaure » Veilleux – homme sauvage, batteur et percussionniste batterie
- Gabrielle « Marga » Saintonge – diseuse de bonne aventure et altiste
- Jérémie « Clyde » Diamond Dufresne – concierge et bassiste
- Éric « Kaboom » Gobeil – homme canon et bassiste

UNE PREMIÈRE NOMINATION QUI FAIT DU BIEN

En septembre 2024, on apprenait que le vidéoclip du Grand Carny-Bal pour la chanson « Barnum » était nommé au Gala alternatif de la musique indépendante du Québec, plus communément appelé GAMIQ. Pour le groupe, il s'agissait de la première fois qu'il se voyait nommé dans un gala.

Leur ayant permis de se faire découvrir d'un nouveau public, cette reconnaissance du milieu semble leur avoir donné l'envie de continuer sur cette lancée, ce qu'on leur souhaite ardemment.

« C'est une fierté de se faire reconnaître du milieu underground. C'était une

belle tribune. C'est sûr qu'on va récidiver. C'est une belle réussite. »

ET POUR LA SUITE?

Depuis plusieurs mois, les membres du Grand Carny-Bal travaillent à la création de leur premier album, de concert avec Francis Perron du Studio RadicArt à Notre-Dame-du-Mont-Carmel. Bien que la date de sortie de l'album n'ait pas encore été dévoilée, cela de saurait tarder, celle-ci étant prévu pour ce printemps.

D'ici là, surveillez bien leurs réseaux sociaux, de nouvelles dates de spectacles devant bientôt y être annoncées dans la région. 📺

À visionner : une entrevue exclusive de La Gazette de la Mauricie avec le Grand Carny-Bal en collaboration avec Nous TV Mauricie au [gazettemauricie.com](https://www.gazettemauricie.com) ou au [youtube.com/@gazettemauricie](https://www.youtube.com/@gazettemauricie).



CRITIQUE LITTÉRAIRE

Peuple de verre, de Catherine Leroux : de la crise naît la vérité

Au printemps dernier, la maison d'édition Alto publiait *Peuple de verre*, cinquième roman de Catherine Leroux. Inscrit parmi les cinq finalistes du Prix des libraires du Québec, ce récit a le potentiel de graver sa place dans l'imaginaire québécois.



ALEXIS LAMBERT
COLLABORATEUR

DE LA RÉALITÉ À LA FICTION

Alors que le Tribunal administratif du logement a annoncé une augmentation historique de 5,9 % le mois dernier, Leroux nous offre une enquête sur une crise du logement qui dégénère. Fait intéressant et souvent laissé de côté par la littérature contemporaine, Leroux donne une importance forte à l'atmosphère et aux décors narratifs. Sous la forme d'un journal intime, l'œuvre se veut une puissante réflexion sur l'écriture et la vérité à travers l'analyse des mécanismes de contrôle des populations et de la lutte des classes.

Dans un Québec pas si lointain, Sidonie est une ancienne journaliste logée dans un HAPPI (Habitation Atelier pour personnes inlogées). Produits de l'ingénierie sociale, ces établissements visent la

remise en société des gens sans domicile fixe. Toutefois, cette revalorisation ne va pas sans la mise en place de travaux obligatoires et d'une discipline de fer, des contraintes qui menacent l'identité et les libertés individuelles.

À travers une généalogie des ruines, Sidonie raconte à Régine, son intervenante, le parcours qui l'a menée à recourir à un hébergement d'urgence. Chaque section est racontée au passé, à l'exception des dialogues entre Sidonie et Régine. Autrefois journaliste vedette, égarée des mal-aimés de la rue, Sidonie s'est mise à fouiller les recoins les plus sombres de la lutte contre l'itinérance, jusqu'au jour où son ami Carlo a disparu sans laisser de traces.

Animée par une soif de vérité, Sidonie a voulu éclairer la situation et montrer à quel point l'itinérance est devenue un problème que les autorités ont tenté de contrôler en rendant illégal le fait même d'être sans logement. Avec l'aide de Lucius, un journaliste photo, elle a exposé au grand jour le processus de déshumanisation des inlogés, qui passe des chan-

gements sémantiques à l'incarcération forcée.

ESTHÈTE DE LA MISÈRE

L'autrice est une styliste née. En effet, on sent chez Leroux un goût pour l'esthétique. C'est un registre de langage soigné et recherché qui nous est offert, sans pour autant tomber dans l'enjolivement à l'excès. Le roman est truffé de fragments poétiques où le beau et le laid se côtoient. Une poésie dure et urbaine qui peint une réalité dystopique avec des phrases comme « L'été s'avancait sur Montréal, sa chaleur de succube, ses orages de ferraille. » Il y a aussi un effort particulièrement agréable dans le choix des prénoms étonnants : Sidonie, Maximilienne, Marieke.

Avec la sortie de *Peuple de verre*, Catherine Leroux prouve encore une fois qu'elle est une actrice importante de la littérature québécoise des 10 dernières années. Ses thématiques, actuelles et sombres, ainsi que sa verve, qui fait l'effet d'une rafle, font de ce roman une nécessité pour quiconque s'intéresse à l'actualité sociale et littéraire québécoise. 📺



Peuple de verre, de Catherine Leroux, est publié aux éditions Alto. 288 pages.

PHOTO : ALEXIS LAMBERT

Mystoires

En Mauricie et dans les environs, on retrouve une multitude de bâtiments patrimoniaux. Ils font de notre territoire un vivier patrimonial. Mais, connaissez-vous vraiment ces édifices qui font la fierté de notre région ?



Où retrouve-t-on cet élément du patrimoine trifluvien ?
 Solution dans la prochaine édition et dans la rubrique Jeux d'esprit au gazettemauricie.com

Solution du numéro précédent :

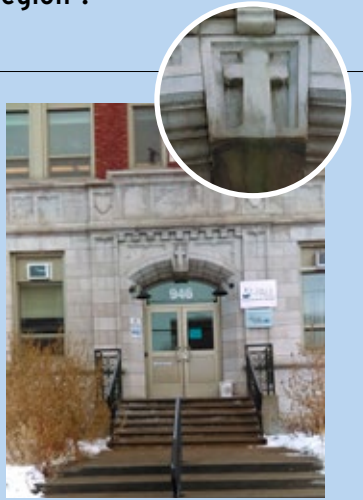
Le terrain pour la construction de l'École Saint-Paul est vendu à la Commission scolaire par la Canadian International Paper. Les Frères de l'Instruction chrétienne sont invités à assurer la direction et l'enseignement de la future école pour garçons. Ils arrivent dans la paroisse en 1926 et s'installent à l'École Sainte-Cécile jusqu'à l'ouverture de l'École Saint-Paul en 1927 qui a été dessinée par les architectes Asselin et Denoncourt. En 1955, le nombre trop élevé d'élèves provoque la fermeture du pensionnat pour le transformer en salles de classe supplémentaires. Cette institution reconnue offre alors les cours primaire, secondaire et commercial, dont l'enseignement est assuré par des frères et des laïcs. En 1970, l'École Sainte-Cécile ferme ses portes et les filles sont envoyées à l'École Saint-Paul qui devient une école primaire mixte. Aujourd'hui ce bâtiment abrite une école primaire et divers organismes communautaires.



Visitez le <https://patrimoine3r.quebec>

À ne pas manquer en avril :
 Nouvelle conférence et Assemblée générale annuelle.

POUR INFORMATIONS ET DEVENIR MEMBRE ➔



ACTUALITÉS

Le financement public, un pilier essentiel de la préservation de la culture



Le milieu de la culture et des arts au Québec traverse une période de crise. Depuis la pandémie, on assiste annuellement à une diminution du budget total du Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ). Selon le Front commun pour les arts, en quatre ans, le budget alloué au CALQ est passé de 224 millions pour la période 2020-2021 à 172 millions pour la période 2023-2024. Cette coalition, qui regroupe près de 21 associations représentant les personnes qui travaillent dans le domaine des arts et de la culture, exige un meilleur financement ainsi qu'une pérennité du budget du CALQ. Mais pourquoi le financement est-il au cœur des enjeux actuels ? Pourquoi l'investissement public est-il si essentiel à la préservation de l'identité culturelle québécoise ? Et si l'on pousse la réflexion plus loin, pourquoi devons-nous préserver ce milieu et comment y parvenir ? Pour répondre à ces questionnements, Robert Aubin, dans la dernière émission de *La tête dans les nuances*, a reçu la romancière Maureen Martineau, le directeur artistique du festival Mémoire et Racines, Simon Beaudry, ainsi que le président de la Guilde des musiciens et musiciennes du Québec (GMMQ), Vincent Séguin.

ANNE-SOFIE BATHALON

JOURNALISTE

PRÉCARITÉ SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

Au fil de la discussion, les trois invité-es s'accordent à dire que les principales victimes des coupures budgétaires sont d'abord les artistes et les gens du milieu artistique et culturel, mais aussi les citoyens et citoyennes. D'une part, la grande majorité des artistes vivent dans une précarité financière et ne bénéficient d'aucun filet de protection sociale qui leur permettrait de gérer les risques et les instabilités associés à leur travail. « Le salaire annuel médian des artistes du Québec est de 15 000 \$. On veut simplement que nos artistes puissent vivre dignement et de manière pérenne », affirme Vincent Séguin.

Maureen Martineau souligne que « couper dans ce milieu est encore plus douloureux puisqu'il s'agit déjà du secteur le moins subventionné ». Elle rappelle que, pour plusieurs organisations, les subventions gouvernementales ne représentent qu'environ 20 % de leur financement total, mais que cette portion reste essentielle à leur vitalité. Elles permettent, par exemple, de limiter l'augmentation du prix des billets et d'éviter que la population n'ait à assumer le déficit.

RAPPORTS DE FORCE INÉGAUX

L'appauvrissement des artistes affaiblit leur rapport de force face aux industries culturelles. Comme l'explique Vincent Séguin, les artistes ont de moins en moins les moyens de contribuer financièrement aux associations qui les représentent. Par conséquent, ces associations sont de plus en plus limitées dans leur capacité à défendre leurs membres, ce qui perpétue un cercle vicieux d'appauvrissement et d'inégalités.

Par ailleurs, ce sont les artistes qui sont le plus touché-es par cette dynamique. Le nombre de sollicitations diminuant, ils-elles se retrouvent contraint-es d'accepter des contrats de moins en moins rentables. Simon Beaudry déplore cette situation. Contrairement aux gens qui exercent divers métiers dans le milieu culturel, comme les technicien-nés, « des artistes, il y en aura toujours. J'ai été artiste pendant plus de 20 ans, je connais bien cette réalité. Peu importe ce qu'on lui offre, l'artiste va accepter, parce que c'est dans ses tripes, c'est un besoin vital. Et on a sans doute beaucoup abusé de ça. »

POUR UN QUÉBEC FIER

Le manque de financement a des conséquences importantes sur le travail qu'il est possible de donner aux artistes. Simon Beaudry explique, par exemple, que le festival Mémoire et Racines, dont il est le directeur artistique, ne peut engager qu'environ 1 % des artistes qui lui soumettent leur candidature. Selon le Regroupement des festivals régionaux artistiques indépendants (dont Mémoire et Racines est membre), bien que la fréquentation des festivals ait augmenté, la diminution du financement public et l'augmentation des coûts de production créent d'importants déficits. « Ça fait 31 ans que Mémoire et Racines existe. Il y a des artistes qui y jouaient il y a 17 ans, et je ne peux même pas leur offrir le même cachet », déplore-t-il.

Certaines institutions choisissent de fermer leurs portes ou de réduire le nombre de prestations afin de mieux rémunérer leurs employé-es et les artistes, ce qui a des conséquences sur l'accessibilité à la culture. Pourtant, les festivals, tout comme la culture et l'art en général, jouent un rôle fondamental dans l'identité québécoise. « Peu importe nos orientations politiques, on est tous fiers d'être Québécois. On est un petit peuple précaire avec une expertise unique, il faut préserver ça », dit-il.

UN FINANCEMENT SI ESSENTIEL

Au final, le financement du milieu culturel québécois est essentiel pour plusieurs raisons. La province demeure un marché restreint en raison de sa petite taille par rapport au reste du monde. Il est donc difficile de rivaliser avec les productions étrangères, ce qui influence la rentabilité des créations locales. En aval de son impact économique, la culture contribue à une identité forte qui rayonne à l'international. Le financement public permet également d'offrir des spectacles, des expositions et des événements à des prix abordables, voire gratuitement. Sans ce soutien, l'accès à la culture risquerait de devenir un luxe réservé à une élite.

Les invité-es s'accordent à dire que l'État a une grande responsabilité, tant en matière de financement que d'éducation des jeunes générations, afin de préserver l'identité québécoise et la langue française.

« On veut donner la chance aux projets de la relève, parce que ça réécrit à l'heure du jour la culture québécoise. Et avec ses valeurs et son langage, c'est tout une génération qui propose quelque chose de très vivant et de très net. »

– MAUREEN MARTINEAU, romancière et comédienne

« On passe la journée à chanter et à fredonner, et tout ça a été composé par du monde. On ne le réalise peut-être pas, mais ça change notre vie. Il faut encourager davantage notre culture locale, c'est le danger de faire de la planète un village. »

– SIMON BEAUDRY, directeur artistique du Festival Mémoire et Racines.

« Le message qu'on veut passer, le but des programmes d'art, ce n'est pas de faire des élèves des artistes, c'est de leur donner des compétences à développer. On développe des aptitudes, on devient de meilleures personnes. Ça va façonner le cheminement et le parcours scolaire, et on donne aux jeunes cette soif, cette faim pour l'art. »

– VINCENT SÉGUIN, président de la Guilde des musiciens et musiciennes du Québec.

SOURCES DISPONIBLES
 au gazettemauricie.com

La tête dans les nuances EST DISPONIBLE EN FORMAT **BALADO** ET **VIDÉO** AU gazettemauricie.com



Des conférences à ne pas manquer le vendredi 28 mars

au Salon du livre
de Trois-Rivières

Au CECI de l'hôtel Delta
1620, rue Notre-Dame Centre,
Trois-Rivières

3 panélistes et 1 animateur Pour mieux comprendre le conflit israélo-palestinien

LE PANEL

13 h : Ouverture des portes au public

13 h 10 à 14 h 10 : Panel

LES TÊTE-À-TÊTE

14 h 15 à 14 h 25 : Ouverture des portes au public

14 h 30 à 16 h : Entrevues avec chacun-e des panélistes

16 h à 16 h 30 : Séance de dédicaces

Événement produit par *La Gazette de la Mauricie*
dans le cadre de l'émission *La tête dans les nuances*
en collaboration avec Nous TV Mauricie, Écosociété
et le Salon du livre de Trois-Rivières.



**Agnes
Gruda**
Autrice
et
journaliste



**Rachad
Antonius**
Auteur
et
professeur
titulaire
retraité, UQAM



**Jean-Michel
Landry**
Professeur
agrégé,
Université
Carleton



**Robert
Aubin**
Animateur,
*La tête dans
les nuances*

lagazette
de la Mauricie et des environs
www.gazettemauricie.com

nousTV
COGECO

écosociété



Causerie avec Maïka Sondarjee

dans le cadre de la sortie
de son nouveau livre
Tu viens d'où.



Le vendredi 28 mars 2025 à 19 h 30

Une présentation du Comité de Solidarité de Trois-Rivières
en collaboration avec le Salon du livre de Trois-Rivières

 **COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES**